

solidaire

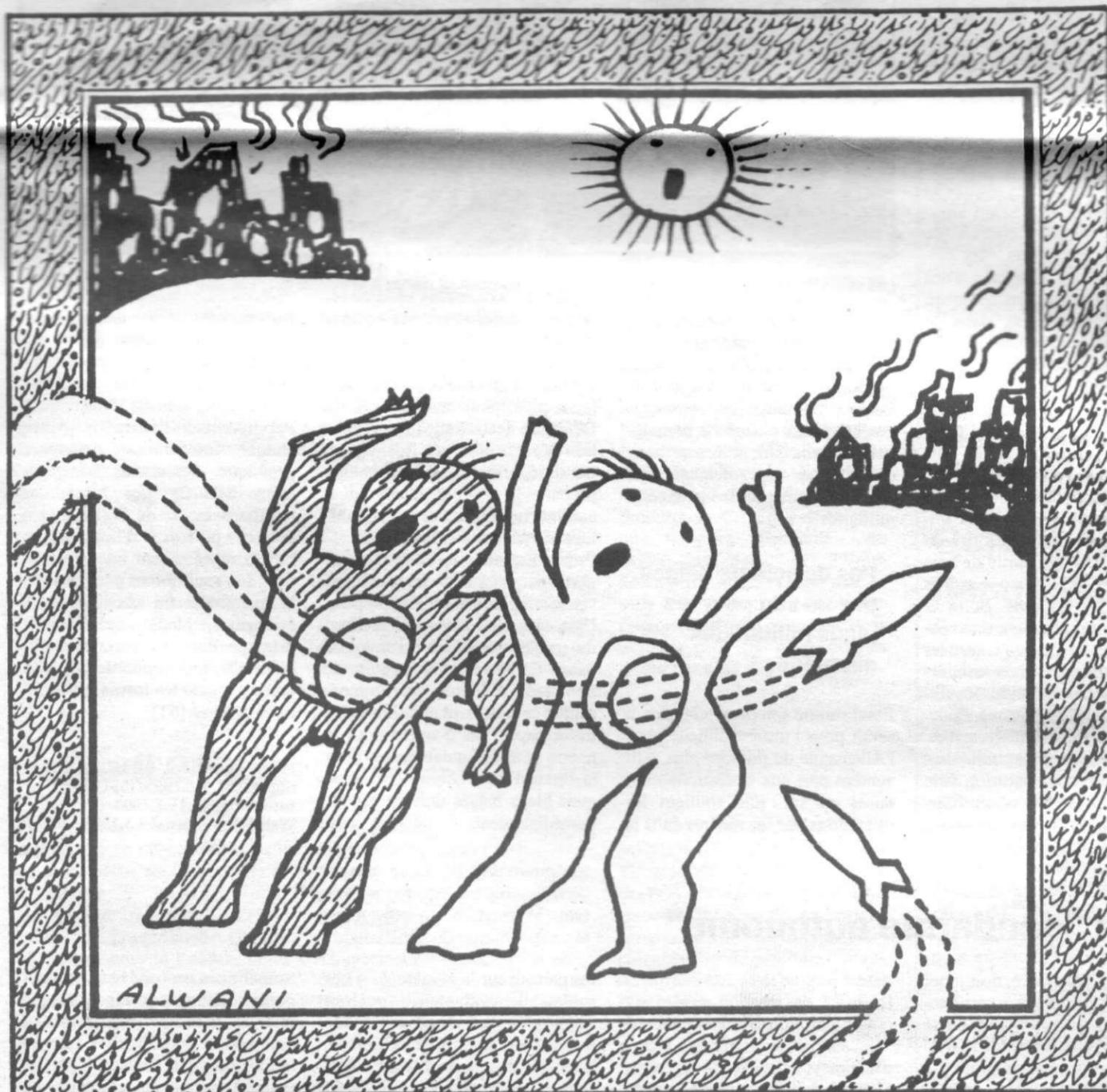
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique - PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · © (02)513 66 26

N° 25 (1092) 21 juin 1995, 22^{ème} année, 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 - 3

L'Europe assassine la Yougoslavie



Contre la haine nationaliste et fasciste en Yougoslavie

Ce dessin de l'artiste syrien Alwani montre que les bombes ignorent la couleur de la peau. Tous les travailleurs sont victimes des divisions "ethniques" organisées par les grandes puissances et les forces nationalistes qui sont leurs alliées sur place.

INDEX

- 24/6 : manif pour la paix en Yougoslavie !**
Marches de la Bourse à Bruxelles (17-18h)
..... P 2-3
- Du Verhofstadt sans Verhofstadt ?**
Analyse du programme Dehaene II (et Busquin)
..... P 4
- Clabecq : la FGTB s'explique**
Récupérons le milliard volé par le patron !
..... P 8
- Supplément Livres pour vos vacances**
Femmes d'Afrique, Vatican, Jacquard, Chomsky, réfugiés...
..... P 10-13
- Rolling Stones à Werchter**
Rebelles des barricades ou "Rolling fortunes" ?
..... P 20
- Bute-la, crie le gendarme, bute-la !**
Marolles : une famille terrorisée par les flics
..... P 24



Yougoslavie : agression, convoitises et chantage. Mais de qui ?

Serge Thiry et Michel Collon

Chauffant l'opinion, les médias intensifient leur blanchiment de la guerre sale : une force d'agression préparée de longue date par l'Europe est rebaptisée "force de réaction rapide", on pleure sur les otages de l'ONU, mais cache qu'imposer un embargo, c'est prendre une population en otage, on tait les atrocités de la purification ethnique croate en Slavonie... Face aux médiemensonges préparant la guerre, plus que jamais Solidaire est indispensable...

L'Europe assassine la Yougoslavie

La force d'intervention rapide en Bosnie se constitue rapidement. Ce sera le plus grand déploiement militaire depuis la guerre du Golfe. France et Grande-Bretagne dirigent les opérations, mais l'Allemagne est de plus en plus active militairement...

Une première brigade de 4.000 hommes est composée de soldats français, britanniques et néerlandais et équipée d'hélicoptères de combat et de transport, de chars et d'artillerie. L'Allemagne engagera ses avions de combat Tornado (photo dans l'intro). Elle installe un hôpital de combat en Croatie (1). Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale, des soldats allemands opèrent à nouveau sur le sol yougoslave. Provisoirement sous la couverture d'une mission humanitaire.

Une deuxième brigade de 5.500 hommes est formée par la 24ème brigade aérienne mobile britannique. Elle dispose également d'impressionnants chars de combat, hélicoptères et canons. Elle fait partie de la force d'intervention rapide de l'OTAN, à laquelle appartiennent également les paras belges. La France tient en réserve sa "FAR", la Force d'Action Rapide (2).

Maintenant que le Conseil de Sécurité de l'ONU a donné le feu vert, cette force armée peut entrer en action dans les trente jours. Les gouvernements européens prétendent qu'il s'agit de la dernière chance de rétablir la paix. Mais en réalité ils veulent la partition de la Yougoslavie par la force. Leur intervention est dirigée contre le peuple yougoslave et ne fera qu'augmenter les souffrances et les morts de ce peuple.

Le noyau de la force d'intervention

est constitué de troupes de choc françaises et britanniques. La direction est entre les mains de généraux français et britanniques qui commandent aussi les troupes de l'ONU. Les premières initiatives pour créer cette armée européenne étaient venues de la France et de l'Allemagne qui avaient créé un "Eurocorps" avec la Belgique et l'Espagne.

Mais à présent, en Yougoslavie, c'est une collaboration entre Londres et Paris que nous voyons. Pourquoi ? D'après le quotidien britannique Independent, "les intérêts de la France sur la scène internationale coïncident bien plus avec ceux de la Grande-Bretagne et bien moins avec ceux de l'Allemagne" (3). Selon Douglas Hurd, ministre britannique des Affaires étrangères, "les Britanniques et les Français n'ont jamais coopéré aussi intensément. Je dois constater que, dans ce nouvel ordre mondial, les intérêts de la Grande-Bretagne et de la France correspondent toujours davantage" (3). Joxe, ancien ministre français de la Défense, parle aussi d'intérêts de plus en plus rapprochés (3).

Sur le terrain, se dessine donc une alliance franco-anglaise. Les seigneurs de guerre nationalistes sont des pions dans une partie de bras de fer entre grandes puissances dans tous les Balkans. Bonn et Washington soutiennent une coalition croato-bosniaque contre les Serbes. Alors que Paris et Londres recherchent une solution "équilibrée" du conflit, prenant également en compte les intérêts serbes. Mais les opérations militaires visent à réaliser une partition de la Yougoslavie. Et elles seront tournées contre les Serbes, présentés



Les morts de 14-18 et 40-45 indiquent le chemin qui pourrait mener à la troisième... (caricature Klasiekampen)

comme les seuls agresseurs. Réaliser l'éclatement de la Yougoslavie et liquider militairement les Serbes, c'est surtout l'objectif de Berlin. Combien de temps la coalition franco-anglaise se maintiendra-t-elle face à la puissance économique de l'Allemagne qui étend toujours plus ses tentacules militaires ?

Pas de soldats belges, pas un sou pour les plans militaristes allemands !

Etant donné son passé guerrier, il serait pour l'instant difficile pour l'Allemagne de prendre plus activement part aux opérations militaires au sol. Elle soutient les opérations par ses navires dans la

mer Adriatique et par ses équipages d'avions de reconnaissance Awacs et d'avions de combat Tornado. Mais elle se prépare à en faire plus. Son ministre de la Défense a déclaré que la participation de l'armée en Bosnie, au Cambodge, en Irak et en Somalie, prépare le peuple allemand à assumer nos nouvelles responsabilités internationales" (4).

Provisoirement, la Belgique ne participe pas à cette force d'intervention rapide mais elle s'y prépare. Cinq scénarios sont étudiés, allant du soutien logistique à l'envoi de paras. Cette opération coûtera de nombreux milliards qui s'ajouteront à ce que la population belge devra payer. Pas d'argent pour la guerre ! Pas de soldats belges pour la force d'intervention ! Les Casques bleus belges doivent rentrer immédiatement.

Au moment même où la force d'intervention rapide arrive en Yougoslavie, les combats se déchainent autour de Sarajevo. 30.000 Musulmans bosniaques s'apprêtent à l'offensive. Ainsi, chaque intervention extérieure provoque l'escalade. L'engagement des Casques bleus, les bombardements de l'OTAN et à présent la force d'intervention rapide représentent une aggravation des souffrances yougoslaves. Il faut mettre fin aux ingérences étrangères. Nous soutenons le principe d'une Yougoslavie multiculturelle, indépendante et socialiste et toutes les forces qui iront dans ce sens. (ST)

(1) De Standaard, 7.6.1995. (2) De Standaard, 8.6.1995. (3) Courrier International, 11.3.1993. (4) The Wall Street Journal 9.3.1993.

Berlin veut devenir un "gendarme autonome"

"Pas d'ennemi, pas d'honneur. A quoi sert la Bundeswehr ?" Tel est le titre d'un livre récemment paru en Allemagne. Titre provocant, car l'auteur, l'amiral Schmähling, critique sévèrement l'armée allemande qui pour cette raison l'a mis à la retraite provisoire en 1990.

En 1992, le ministre de la Défense présentait un "nouveau schéma directeur" que Schmähling résume ainsi : "L'Europe de l'Ouest, au sein de laquelle l'Allemagne veut

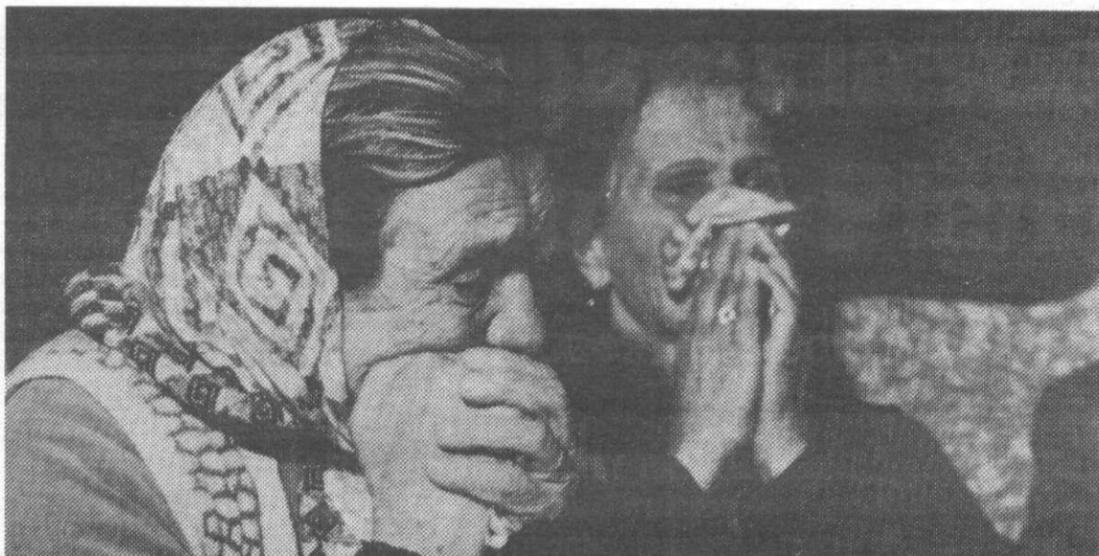
être la principale force, doit jouer son rôle de gendarme international de manière autonome, en se démarquant clairement de l'ONU et des USA qui pourraient ne pas toujours défendre les intérêts allemands. Le gouvernement fédéral préférerait que l'ONU ne soit pas seule à décider du déclenchement des opérations militaires allemandes et que les USA se retirent du théâtre d'opérations européen au nom du partena-

riat..." La force de réaction rapide est présentée aujourd'hui comme une "nouveau" pour riposter à une situation yougoslave qui dégénère. Mais en réalité, explique Schmähling, "la décision de constituer une force d'intervention rapide de 80.000 hommes a été prise depuis longtemps. (...) Les missions des Casques bleus ne sont qu'une première étape vers la légitimation politique d'interventions militai-

res partout sur la planète. (...) Les soldats allemands étaient appelés à accomplir une mission d'aide humanitaire au nord de la Somalie, hors des zones de conflit. Mais sans passer inaperçus. Il fallait quelque chose de grand, de spectaculaire pour cette première mission extérieure, comme le clamait la Bild Zeitung. C'est seulement lorsque des ONG réputées qui oeuvraient depuis longtemps dans cette région de

Somalie ont protesté massivement contre cette mascarade grotesque que le tissu de mensonges a commencé à s'effiloche (...). La feuille de vigne humanitaire qui volait à grand peine la violation de la Constitution s'est envolée. «Les soldats allemands s'en vont en guerre», jubilait la presse à sensation lors de leur départ". (MC)

Source : Archipel (France), 2/95.



La population yougoslave, y compris celle du Kosovo, prise en otage par l'embargo (Photo Klassekampen)

Embargo, prise d'otage cachée

Guerre du Golfe, remake ? Les médias occidentaux se sont déchaînés sur la "prise en otages" des Casques bleus. Le but de ce tapage est révélé par le Wall Street Journal : "Les prises d'otages font progressivement prendre conscience, même à une Europe indécise, (...) qu'il y a des limites à la barbarie que peut tolérer le monde civilisé". Et donc qu'il faut se lancer à fond dans la guerre antiyougoslave, estime ce journal (voir colonne). "Monde civilisé", dites-vous ? Vous qui soutenez les Mobutu, Habyarimana et autres despotes massacreurs, vous dont le système économique affame délibérément une grande part de la planète êtes-vous vraiment bien placés pour nous expliquer ce qui est barbare et ce qui est civilisé ?

Vous, "civilisés", affamez des peuples entiers (Irak, Yougoslavie, Cuba...). Une prise d'otage bien plus barbare que de retenir comme boucliers quelques Casques bleus ? Mais de cette occidentale prise d'otages nos médias aux ordres ne parlent guère. Sauf pour se réjouir de son "efficacité"...

"Il faut avoir été sur place pour mesurer les conséquences de l'embargo", nous dit Marcel Maaskant, échevin namurois des Affaires sociales jusqu'il y a peu. Il a mis sur pied des livraisons d'aide humanitaire en Serbie de 92 à 94. Son adjoint, Claude Berote, y est allé neuf fois.

M. Maaskant. En octobre 92, l'organisation "Causes communes" a réparti l'aide aux diverses régions d'ex-Yougoslavie. Nos 38

communes du Namurois ont reçu la Serbie. Un peu au hasard, il faut bien le dire. Nous avons expédié plus de 500 tonnes : nourriture, vêtements, médicaments...

Qui est le plus frappé ?

M. Maaskant. Les plus faibles, comme toujours. En trois ans, nous avons vraiment rencontré des situations désastreuses...

L'embargo n'est pas contourné ?

C. Berote. Si, certaines marchandises arrivent sur les marchés, mais hors de prix pour les gens normaux : 20 FB pour 2,3 bananes quand on gagne à peine 2.000 FB par mois. Quand nous avons apporté vingt tonnes de pommes de terre, en 93, on nous a accueillis comme des sauveurs. Un soldat revenant de guerre, complètement épuisé, m'a demandé comme une faveur suprême cinq ou six patates pour rapporter en cadeau à sa femme !

Les sources serbes parlent d'une hausse de la mortalité...

C. Berote. Je peux seulement raconter ce que j'ai vu. Quand nous avons apporté de l'insuline, avec un retard sur le calendrier, ils avaient les larmes aux yeux en nous parlant des diabétiques morts entre temps faute de cette insuline.

De quoi manquait-on là-bas ?

C. Berote. D'antibiotiques, d'anesthésiants, de matériel léger de chirurgie (scalpels, champs opératoires). Pourtant, c'était un pays très développé : j'ai vu la salle d'opération d'ophtalmologie de Subotica, il n'y en avait pas de

pareille en Belgique ! A présent, si vous avez une opération non urgente, vous devez pratiquement apporter vous-même votre kit opératoire. Et des piles électriques : des gens sont morts parce que leur stimulateur cardiaque ne fonctionnait plus.

Il fallait sept marks pour une pile : une fortune !

Il manque beaucoup de choses usuelles aussi... 165 orphelins arriérés mentaux n'avaient plus de langes, alors j'ai apporté de vieux draps de lit, mais ils n'avaient même plus de quoi les laver...

A côté des masses de gens qui souffrent, vous voyez aussi les BMW de ceux qui profitent de la guerre. Certains miliciens organisent de juteux trafics...

Avez-vous eu des problèmes en aidant de "méchants Serbes" ?

C. Berote. L'Allemagne a refusé les visas de transit pour les enfants accueillis à Namur. Après un temps, "Causes communes" ne nous a plus soutenus. D'ailleurs, je m'en suis retiré. Ils font du politique, pas de l'humanitaire. Je ne suis pas pro-serbe, je tâche d'être impartial et d'aider les gens. D'accord, les Serbes ont commencé militairement. Mais les Croates et les Slovènes avaient commencé diplomatiquement. Regardez à présent : la Croatie est devenue une province allemande... En Serbie, on nous dit : "Vous, Européens, installez une 'ambassade de la démocratie' à Subotica (région à majorité hongroise de la Serbie), mais ne nous donnez même pas droit à la parole !"

Samedi 24 juin, manifestez pour la paix !

Plusieurs mouvements pacifistes appellent à se rassembler samedi 24, de 17 à 18 h, sur les marches de la Bourse à Bruxelles, pour protester contre quatre années de guerre en Yougoslavie : Comité d'Initiative pour la Défense de la Paix, Rencontres pour la Paix, Vrede, Groupe de Travail Yougoslavie. Plusieurs personnalités y prendront brièvement la parole : Paul Claeys (Centre de Sociologie Politique de l'ULB), Barbara Delcourt (ULB), Jef De Loof et Pierre Pierart (Etudiants pour la prévention de la guerre nucléaire) Cécile Harnie (Objectif 479.917), Georges Spriet (Vrede), Mark Vandepitte (philosophe), Dirk Van Duppen (Médecine pour le

Tiers Monde), Jean Verstappen (Rencontres pour la Paix)...

Pour la solidarité internationale avec des populations qui souffrent, il est urgent d'organiser une mobilisation. D'autant que la Yougoslavie risque d'être la poudrière qui répandra la guerre en Europe. Ecoutez William Odom, ancien membre de l'Agence Nationale de Sécurité des USA, soit l'organe politique le plus élevé en matière de politique internationale : "Bien que les sondages d'opinion indiquent qu'une opération militaire suffisante (...) est désapprouvée, il faut cependant examiner cette option". Voilà qui montre comment les impérialistes se soucient de la volonté populai-

re. Odom réclame 150 à 200.000 soldats de l'OTAN et voit dans la Yougoslavie "la dernière chance de l'OTAN car si elle ne peut résoudre la question bosniaque, on se posera des questions sur son efficacité lors de possibles conflits au Moyen-Orient et en Europe de l'Est" (New York Times, 7.6). Un banc d'essai donc pour des guerres encore plus nombreuses.

Aussi, dans tous les pays et communautés, nous devons mobiliser pour la paix ! Fondamentalement, les peuples veulent la paix. Ce qu'il faut, c'est s'organiser pour ouvrir les yeux sur les discours nationalistes abrutissants.

Info rassemblement : 02/513.56.93.

Businessmen US : la guerre, à fond !

Les faucons américains se font de plus en plus menaçants. Le Wall Street Journal, quotidien des businessmen, propose "d'organiser un état-major conjoint sous le commandement d'un seul homme (surprise : c'est un amiral US) auquel seraient rattachées toutes les forces de l'OTAN ainsi que les forces alliées de Bosnie et de Croatie (...)" l'infanterie actuellement sur

le terrain serait appuyée par les forces aériennes et la logistique américaine" (5.6.95).

Le WSJ recommande "des frappes aériennes chirurgicales (air connu) pas seulement tactiques mais aussi stratégiques (entendez : massives) et exige qu'à ce nettoyage participe aussi la Turquie. Bien sûr, c'est précieux, une expérience de boucher du Kurdistan.

Tudjman : la guerre pour gagner les élections ?

Pourquoi le régime nationaliste croate a-t-il lancé début mai sa brutale offensive contre la Slavonie (région à majorité serbe incorporée de force dans la Croatie) ? Un journaliste démocrate de Croatie, Drago Hedl, pense que l'affaire est liée à la perte d'influence du parti au pouvoir à Zagreb : "le HDZ n'était déjà pas très populaire chez les ouvriers et les exilés des territoires serbes occupés. Il semble qu'il ait maintenant

perdu de sa popularité dans les zones rurales. Le HDZ ne peut aller aux urnes sans opérer une avancée sur un sujet crucial (...) Reprendre le contrôle de l'ouest de la Slavonie serait une victoire retentissante" (réseau AIM, 26.4).

Pour un régime bourgeois, la surenchère nationaliste et militariste est le moyen essentiel pour détourner la colère des travailleurs.

Kusturica : "Je ne suis pas Bosnien, mais Yougoslave"

Le célèbre cinéaste Emir Kusturica, originaire de Sarajevo, a reçu la palme d'or de Cannes pour son dernier film "Underground" : une famille reste cachée sous terre depuis 1945, croyant que la guerre n'est pas terminée (en quoi elle ne se trompe pas vraiment).

Kusturica, dénonçant la division de son pays et les étiquettes nationalistes, refuse de se dire "Bosnien". Il montre bien d'où vient le problème : "Les archives utilisées dans le film montrent les troupes nazies entrant en Slovénie, où elles

sont accueillies comme chez elles, ce qui est toujours le cas aujourd'hui, car la Slovénie a été conçue comme une avancée germanique dans le monde orthodoxe (...), puis elles sont à Zagreb (Croatie) où c'est la même chose. Et quand elles entrent à Belgrade, on ne voit personne dans les rues, elles sont en terre étrangère (...) La chute du mur de Berlin a complètement bouleversé ces endroits si fragiles, et surtout tous ces petits pays satellites des nazis comme la Slovénie, la Croatie, la Hongrie (...) et la Bosnie !" (Les Cahiers du Cinéma, juin 95).

Qui est Allemand ? Un code dangereux pour la paix !

Que veut dire Helmut Kohl quand il parle des "100 millions d'Allemands" alors que la République fédérale ne compte que 80 millions d'habitants ?

Depuis Hitler, le code allemand de la nationalité n'a pas changé : est Allemand qui a du sang allemand dans les veines. Une conception répressive à l'égard des immigrés : 6,5 millions d'"étrangers" vivent aujourd'hui en Allemagne dont 60 % depuis plus de dix ans. Et une conception dangereuse pour la paix en Europe puisque les 20

millions d'Allemands "en plus" se trouvent... au-delà des frontières.

Gabriele Heinecke, juriste allemande, expliquera cette conception et ses dangers et répondra à vos questions. Conférence-débat organisée par le Groupe de Travail Yougoslavie au Centre International (171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles) jeudi 22 juin à 20 h.

Conférence "Yougoslavie" suivante : le général Pierre Gallois, le 14 septembre. (MC)



"Après la Yougoslavie, toute l'Europe à feu et à sang ?" Conférence par Michel Collon, samedi 12 août, de 10 à 12 h.

EDITORIAL

Syndicats,
dites non !

Kris Merckx

Dehaene ne voudra sûrement pas appeler "Plan global bis" les mesures qui constitueront concrètement son accord de gouvernement. En le faisant il mettrait en difficulté le président du PS Busquin qui a crié sur tous les toits qu'il ne l'accepterait en aucun cas. Mais tout le paquet sur lequel on est arrivé à un accord à Val Duchesse apparaît bien comme un Plan global au carré, quels que soient les autres noms qu'on lui cherche et la réalisation "par étapes". Il s'agit d'une double amputation de 100 milliards à chaque fois. La première pour atteindre les normes de Maastricht : 100 milliards d'économies et impôts nouveaux au budget 1996. La deuxième afin d'«améliorer la compétitivité des entreprises» : un abaissement des cotisations sociales dites "patronales" également de 100 milliards. Les deux amputations sont "nécessaires" pour aider le capitalisme européen dans sa concurrence mortelle, sur le dos des travailleurs, avec ses rivaux américains et japonais. C'est cette option en faveur d'un capitalisme absurde qui oblige à présent PS et PSC à mener une politique tout simplement néolibérale (voir ci-contre et p. 5).

La "différence" entre le PS et les libéraux ne se trouve donc pas dans la politique menée. Mais dans le souci des dirigeants socialistes de réaliser tout cela suffisamment "par étapes" et en y mouillant autant que possible les dirigeants syndicaux afin d'éviter l'agitation sociale. Frappant : deux termes reviennent souvent dans l'accord gouvernemental : "progressivement" et "en concertation avec les partenaires sociaux". Mais cela ne vise qu'à rendre les dirigeants syndicaux complices du démantèlement social. Ainsi, ils pourront "évaluer" les "effets sur l'emploi" de la diminution des cotisations sociales, mais le Standaard (19.8) jubile de constater qu'il n'y a pas d'obligation d'embauche dans le texte. La CSC peut donc oublier ses beaux rêves de solides garanties d'obtenir 4 % d'emplois nouveaux en échange des 6 % de réduction des cotisations (le plan 6-4). Et la flexibilité également «résultera de préférence de négociation», mais «le cas échéant de modifications de la législation à l'initiative gouvernement» qui fera donc à sa guise.

Nous appelons les syndicats à dire énergiquement Non à cet accord qui nous mène à une société à Reagan, Thatcher et Verhofstadt. Préparons dès à présent la résistance radicale à ce plan-catastrophe de Dehaene et Busquin. Ce n'est pas possible en prenant comme point de départ capitaliste la défense de l'Europe et de la compétitivité par laquelle jurent la majorité des dirigeants nationaux des syndicats. Mais seulement en reprenant les revendications anticapitalistes du PTB afin de faire payer les riches. C'est ce qu'a prouvé le mouvement contre le Plan global précédent.

Du Verhofstadt
sans Verhofstadt

Busquin et Dehaene garants de... la démolition de la Sécu

Pendant la campagne électorale, le PS, le SP, mais également Dehaene, ont effrayé les travailleurs avec le spectre de Verhofstadt. Mais dans l'accord gouvernemental à peine concocté, nous retrouvons sur tous les points essentiels, des choix politiques tout à fait dans la lignée du VLD. Surtout en matière de Sécurité sociale.

Kris Merckx

L'accord gouvernemental entre PS, SP, PSC et CVP reprend, quasiment textuellement, les lignes de force de la note du formateur Dehaene (1). Tous les experts sont d'accord sur ce point. La semaine prochaine, Solidaire analysera en profondeur, dans un dossier de 8 pages, tous les aspects de cet accord catastrophique. Nous illustrons ci-dessous comment le nouveau gouvernement — malgré les belles promesses électorales du PS et du SP — veut en fait appliquer le programme de... Verhofstadt, Reagan et Thatcher. Vous ne le croyez pas ? Eh bien, parcourons les textes ensemble.

Pensions : la fusée
à trois étages
néo-libérale

En matière de Sécurité sociale, la différence entre les socialistes et les libéraux serait flagrante. Mais que voyons-nous ? Concernant les pensions, l'accord gouvernemental a opté pour la fameuse "fusée à trois étages" de Verhofstadt, un système qui comprend trois piliers ou étages : la pension de base légale, les pensions d'entreprises et les pensions privées. Dans la note du formateur Dehaene, on retrouvait explicitement la volonté de «promouvoir les deuxième et troisième pilier (les pensions d'entreprises et privées, ndlr)». (2) Cette phrase un peu trop explicite est biffée mais non les plans concrets comme les "CIT - pension" où une partie de la hausse salariale sera utilisée pour renforcer les pensions d'entreprise. Le gouvernement veut «accorder, lors de futures négociations sur les CCT, une importance plus grande au développement du deuxième pilier» (3) Un autre dada de Verhofstadt est le passage de notre système de pension, un "système de répartition ou de partage" vers un système de "capitalisation". Par ce biais, les cotisations pour les pensions sont versées à des fonds qui placent cet argent dans des actions etc. Dans sa note originale, Dehaene reprit cette idée du VLD sans ambages. Il plaida pour «la constitution d'une partie de la pension légale par le biais de systèmes de capitalisation». (4)

Dans l'accord, le terme trop chargé de "capitalisation" est remplacé par une formule qui passe mieux : «Il sera examiné si d'autres méthodes de financement pour une partie du régime des pensions sont possibles et souhaitables» (5).

Le grand moteur de cette réforme néolibérale de la Sécu - l'accord parle trompeusement de "moderniser" - c'est la volonté de rendre les entreprises plus concurrentielles en abaissant les cotisations "patronales". PS et PSC souscrivent à cette exigence fondamentale des patrons et du VLD. Ils aident ainsi à saper toujours plus le financement de la Sécurité sociale et ils posent les bases d'une régression sociale à l'infini.

Les femmes
auront leur pension
plus tard,
l'index sera démolit

D'ailleurs, en septembre, dans le cadre du budget 1996, on épargnera quelque 45 milliards dans la Sécu. Les patients devront déboursier encore plus et les chômeurs seront victimes d'une chasse renforcée sous prétexte d'un véritable devoir de formation (voir p. 5) et d'une «extension de la notion "d'emploi convenable"». L'accord prévoit également d'augmenter "progressivement" l'âge de mise à la pension des femmes. Cyniquement, c'est Tobback qui nous l'annonça le premier. D'après l'homme qui se présentait comme le garant de nos pensions, «la législation européenne impose à la Belgique l'égalisation de l'âge de la pension pour hommes et femmes. Ou bien tout le monde prend sa pension à 65 ans, ou bien à 60 ans. Cette dernière solution est hors de prix. Il faudra donc une solution intermédiaire». Mais remarquez que dans chaque phrase au sujet des pensions sont mentionnés les mots "par étapes". Ce sera donc une solution "par étapes" (7) D'autres promesses tomberont encore "par étapes". Par exemple cette promesse, que Tobback a pu cracher en deux titres gras sur deux pages entières quelques jours avant les élections dans le journal "De Nieuwe Werker" ("Syndicats"



Ca et là, on pouvait pourtant déjà le lire avant les élections : les promesses du PS seraient vite vendues !

en flamand) : «Je ne suis pas prêt à suivre Dehaene dans la liquidation de l'index!» (8) Mais nous savons depuis que le "financement alternatif" de la Sécu mènera tout droit au démantèlement de l'index. Selon Le Soir, «les négociateurs ont convenu de neutraliser son effet sur les mécanismes d'indexation, donc d'assurer le caractère neutre de l'opération sur l'évolution des salaires.» (9) Nous allons assister à une réédition de l'opération "indexante" : modifier la composition de l'index de telle façon qu'il reflète encore plus mal l'évolution réelle des prix et provoque donc une perte encore plus lourde du pouvoir d'achat. Les dirigeants PS prétendent néanmoins que «le mécanisme d'indexation est maintenu». Et en plus, ils n'ont pas tort. Seulement, cet index ne mérite plus son nom.

La note Dehaene
reste le véritable
programme
du gouvernement

L'accord gouvernemental contient encore trois options fondamentalement néolibérales : 1. une flexibilité effrénée en matière de salaires, de durée du travail et de contrats de travail ; 2. le démantèlement du droit de grève ; 3. la privatisation des services publics. La note Dehaene voulait «que pour chaque entreprise le gouvernement examine comment la moderniser, la responsabiliser, voire également la privatiser» (10). Dans l'accord, c'est devenu : «les possibilités de modernisa-

tion, de responsabilisation ou de renforcement via des partenaires et/ou actionnaires du secteur privé et/ou public» (10). La vente au privé s'appelle dorénavant "renforcement" ! Un joli tour de passe-passe pervers, une acrobatie de langage qui mérite une médaille d'or pour Dehaene et Busquin ! Selon La Wallonie, «les socialistes sont arrivés à "gauchiser" le texte initial sur des questions non négligeables» (11). En réalité, ils n'ont modifié que l'emballage, les mots. Un autre journal le constate bien : «Les négociateurs n'ont pas ajouté plus que des points et des virgules à ce que Dehaene avait déjà mis sur papier. Ceci est le programme politique de Jean-Luc Dehaene. Celui-ci l'a confirmé en quittant Val Duchesse : «L'esprit de la note initiale est restée.» (13)

(1) Voir Solidaire 24, p. 4 et 5. (2) Note Dehaene (N.D.), p. 24. (3) Accord gouvernemental (AG), p. 41. (4) N.D., p. 25. (5) AG., p. 42. (6) N.D., p. 22. (7) De Morgen, 10/6. (8) De Nieuwe Werker, 19/5. (9) Le Soir 12/6. (10) N.D., p. 6. (11) R.A., p. 7. (12) La Wallonie, 19/6. (13) Het Belang van Limburg, 19/6. (14) RTBF-radio, 18/6.



Dimanche 13 août à 10 h : conférence par Jo Cottenier et Frans Van Acoleyen sur les agressions qui se préparent contre la Sécu.

L'art de jouer sur les mots

Les négociateurs du PS et du SP se sont surtout attelés à supprimer ou à remplacer par des formules édulcorées quelques termes lourds de sens de la note du formateur Dehaene ("capitalisation" des pensions, "privatisation" des entreprises publiques). Dans cette discipline, ils se révélèrent de vrais virtuoses du langage (voir p. 4). Autre aperçu de cet art. On ne dira plus "obligation de formation" pour les chômeurs mais bien : «Les allocations doivent être davantage liées à des efforts de formation». Traduisez : si vous ne vous formez pas, on vous prend votre allocation. Dans les faits donc, une obligation de se former.

A l'expression "étendre la notion d'emploi convenable", ils ont simplement ajouté le mot "éventuellement". La note de Dehaene comprenait déjà un tour de passe-passe linguistique en faveur du CVP. A la place de la taxe CO2 on parle de prélèvement CO2. Ainsi, on transforme cette taxe en un prélèvement pour l'environnement qui ne serait pas une taxe. Et le CVP peut affirmer qu'il tiendra sa promesse d'un arrêt fiscal et parafiscal complet...

On fit durer le plaisir

Avec la formation d'un gouvernement trente jours après les élections, Dehaene égale le record de vitesse atteint en 1961 (le gouvernement Lefèvre-Spaak). Mais cela aurait pu aller plus vite : «Johan Vande Lanotte, ministre de l'Intérieur, a affirmé après les élections que, s'il le fallait, un accord pourrait être signé en 24 heures.» (Le Soir, 16/6). Ceux qui parlent toujours des différences fondamentales entre le PS et les sociaux-chrétiens sont ridiculisés par cet aveu. La vérité est que la direction du PS suit complètement la ligne de Dehaene. C'est pour cette raison que l'accord gouvernemental reprend les lignes de force de la note du formateur Dehaene.



Pétition pour le droit de grève

Plus de 2.000 signatures en deux jours

«Attention ! Le droit de grève est en danger.» Par cet appel, le PTB a lancé une action-éclair de pétition à quelques entreprises mercredi et jeudi dernier. Sur deux jours de temps, plus de 2.000 signatures furent récoltées.

Kris Hertogen

L'appel au futur Premier ministre est énoncé comme suit : «Nous nous opposons à toute limitation du droit de grève et du droit de faire des piquets (y compris ceux du zoning). Nous vous demandons de vous prononcer clairement contre tout type d'intervention des tribunaux dans les conflits sociaux. Nous vous demandons de vous engager à prendre d'urgence les dispositions requises pour interdire tout type d'intervention qui porte atteinte au droit de grève.»

Les entreprises qui ont subi des interventions de la justice ces derniers mois ont soutenu

massivement cette action. Ainsi, 689 signatures furent récoltées à Volkswagen-Forêt, 441 à Caterpillar-Gosselies, 105 à Splintex. Albemarle, Carlam et des membres du personnel de l'ancien Gailly signèrent également l'appel.

Ont aussi signé : 124 ouvriers des Forges de Clabecq, en route pour une manifestation des métallurgistes à Liège et différents délégués principaux de Cockerill-Sambre à Liège. 198 ouvriers de la FN-Herstal (photo), parmi lesquels des délégués, ont soutenu l'appel. Ils félicitèrent nos militants pour cette réaction résolue et rapide. On récolta des signatures à Fabela-Zwijnaarde, Shell

et UCB à Gand. Partout, les ouvriers rentraient avec des feuilles de pétition, qu'ils ramenaient remplies à la porte. Dans l'entreprise anversoise de chimie Monsanto, 77 des 120 ouvriers présents apposèrent leur signature. Un propagandiste du PTB : «La pétition frappe dans le mille. Les ouvriers qui signent abordent leurs collègues : "Venez signer, c'est contre les astreintes." Certains ont même fait circuler la pétition dans leurs équipes et ont ramené des feuilles remplies. L'un d'eux me disait : "On n'a pas le temps, sur une équipe. On continuera les prochains jours."»

Vendredi matin, la délégation du PTB se mit devant la porte de Val Duchesse pour remettre la pétition aux négociateurs. L'action continue jusqu'à jeudi soir, lorsque les partis gouvernementaux se prononceront sur leur participation au futur gouvernement. Ne manquez donc pas d'envoyer vos pétitions !

EN BREF

Défendre fermement le droit de grève...

L'Interrégionale wallonne enseignement de la CGSP-FGTB, réunie le 31 mai 1995, a analysé la récente attitude des tribunaux dans les jugements pour faits de grève : «Sous prétexte de «liberté du travail», les tribunaux utilisent un argument patronal du 19ème siècle qui constitue une atteinte directe au droit de grève conquis de haute lutte.

Comment, en effet, les travailleurs pourraient-ils mener une grève s'il est permis aux employeurs de la briser en employant des jaunes ?

L'Interrégionale Wallonne rappelle à cet égard que la grève est la forme exacerbée d'un conflit non résolu par la négociation entre les organisations syndicales représentatives et les employeurs.

Elle tient à préciser que toutes les grèves sont décidées par vote majoritaire en assemblée générale, forme imprescriptible de la démocratie sociale. Plus rigoureusement que la règle de la majorité simple, c'est souvent à la majorité des deux-tiers que la grève peut être entamée et poursuivie.

...contre les juges qui s'attaquent aux petits

A l'heure où la pauvreté se développe de façon effrayante, il est scandaleux que certains juges s'attaquent aux petits et à ceux qui luttent pour leur emploi et leur gagne-pain.

L'Interrégionale Wallonne s'insurge contre ces condamnations d'autant plus injustes que les vrais responsables des conflits se livrent impunément à un capitalisme sauvage par le biais des délocalisations et exploitent d'une manière inhumaine, pour de plus grands profits encore, le travail des enfants et de tous les miséreux du tiers monde.

L'Interrégionale Wallonne compte dès lors sur la CGSP-FGTB pour radicaliser la lutte contre cette forme nouvelle d'atteinte au droit de grève des travailleurs.

Manifestation de soutien à Joseph Hick

Le Comité de Soutien à Joseph Hick et le GERFA (Groupe d'Etude et de Réforme de la Fonction Administrative) appellent à une manifestation mercredi 28 juin 1995, de 12h30 à 14h, devant les bureaux du Segec (Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone), rue du Commerce 82 à 1040 Bruxelles. Depuis neuf ans, cet enseignant demande à pouvoir exercer son droit de recours disciplinaire contre les sanctions arbitraires prises à son égard par l'évêché de Liège. Joseph Hick se trouve en grève de la faim depuis le 15 mai 1995. Le Segec prétend s'en laver les mains, «ne pouvant influencer des pouvoirs indépendants». Mais aux négociations gouvernementales sur l'école, on a bien vu qu'il tenait en mains le PSC...

Médicament boycotté

Le docteur Herwig Jansen a inventé un médicament simple et très efficace contre la malaria dont souffrent 300 millions de gens. Mais les grandes firmes pharmaceutiques Rhône-Poulenc, Janssens Pharmaceutica... ont refusé de le produire. Motif : basé sur des extraits de plantes, il aurait rapporté moins de profit que leurs médicaments coûteux. Le capitalisme tue.

Ils vont assassiner l'école !

Lourdes menaces sur l'enseignement francophone et flamand

Georges Moreau

A la Communauté française, PS et PSC sont confrontés à une situation financière dramatique... qu'ils ont créée eux même en communautarisant l'enseignement. Ils veulent économiser 10 milliards d'ici 1999. Voici les pistes prévues.

1. Actuellement, un prof du secondaire supérieur preste 20 heures de cours par semaine. Si on y ajoute les préparations, corrections, tâches administratives, réunions diverses... on arrive à quelques 40 heures-semaine (voire davantage pour certains cours). Le gouverne-

ment veut faire passer la charge horaire à 24 h. Conséquence : des profs fatigués, moins disponibles pour les élèves en difficulté, des cours moins bien préparés et des milliers de pertes d'emplois.

2. Interdiction du redoublement au sein d'un cycle du secondaire. Les élèves "en difficulté", au lieu d'avoir une deuxième chance, accumuleront les retards et seront automatiquement aiguillés vers l'enseignement technique ou professionnel (comme le réclame le patronat).

3. Suppression de la moitié des cours philosophiques (morale

et religion) dans l'enseignement officiel.

4. Des milliers de profs vont perdre leur emploi, mais il faudra continuer de payer ceux qui sont "nommés". Dès lors, les profs mis en disponibilité "pourront être réaffectés à des fonctions pédagogiques, sociales et administratives".

5. Le plan Busquin (économies d'échelle, autonomie financière et concurrence entre les écoles officielles) est remis sur la table. 6. Instauration d'un minerval différé : un "impôt sur le diplôme", qu'on devrait payer une fois qu'on a fini sa scolarité. 7. Augmentation de 10% de la

redevance radio-télévision.

8. Fonds spécial de 400 millions pour les bâtiments scolaires. Financé par l'Etat, celui-ci profitera pour 50% à l'enseignement catholique... qui reste propriétaire de ces bâtiments ! En Flandre, on prévoit de réorganiser l'enseignement secondaire sur le modèle de la réforme du supérieur : fusions d'écoles et augmentation de l'autonomie financière. Si, au nord, les difficultés budgétaires sont un peu moins urgentes, on peut prévoir que les économies draconiennes de la Communauté française seront vite imitées par l'exécutif flamand.

Fantastique journée de jumelage entre Gand-Zelzate et Charleroi

Quatre bus venus de Flandre pour visiter les Carolos

Samedi 10 juin, Zelzate 7h30 et Gand 8h. Une caravane de trois bus et quelques voitures prennent la direction de Charleroi pour une journée passionnante, enrichissante et festive. Un peu plus tard, suit un quatrième bus transportant des camarades de Bruges et de Courtrai.

Reportage : Bernard Lebon et Riet Verspreet

Dans ses paroles d'accueil, Jeanine Tips, responsable du PTB à Charleroi, cite le livre "Zwarte tranen", larmes noires. Les larmes noires sont le symbole de la houille, des entrailles de la terre. Le symbole de la misère, de la pauvreté ainsi que de la mort des travailleurs victimes de l'exploitation par les patrons des mines. Les ouvriers wallons et flamands ont même passé et même avenir. Toute cette journée était placée sous un triple symbole : 1. Pour la solidarité entre travailleurs. 2. Pour une Sécurité sociale forte et nationale. 3. Contre le nationalisme qui sème la division.

"Le calme et la dignité" ? Non, la combativité !

Dès le départ, le débat de la matinée est une réussite. Des délégués témoignent de leurs luttes récentes à Caterpillar, Albemarle et Glaverbel.

Un délégué de Caterpillar souligne que, dans leur combat pour le droit de grève et contre les astreintes, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, unis par delà les frontières de langue, de culture et de nationalité. Leur délégation — qui compte des travailleurs de nationalités turque et italienne — est reçue très chaleureusement par les ouvriers de Boel. La voie légale du Parti Socialiste, celle "du calme et de la



Pleine d'enthousiasme, la pédiatre Colette Moulaert pose la première pierre de la nouvelle maison médicale de Médecine pour le Peuple à Marcinelle. Cette dixième maison médicale symbolise l'unité de tous les travailleurs. Les camarades de Zelzate-Gand ont remis un chèque de 60.000 francs, le bénéfice du bal populaire annuel de la maison médicale de Zelzate. A droite sur la photo, la plaque commémorative officielle : «Médecine pour le Peuple Charleroi jumelée avec Geneeskunde voor het Volk Zelzate. Pour une Sécurité sociale forte et nationale. 10 juin 1995».

dignité" n'a amené que des pertes pour la classe ouvrière. Il suffit de penser au Plan Global. Avec un nouveau Plan Global en préparation, la lutte à la base est à l'ordre du jour. Les rapports de forces peuvent ainsi évoluer en faveur des travailleurs.

Un délégué de Glaverbel met en garde face à cette politique dangereuse du PS. Les citations et les astreintes de 50.000 francs par jour (et plus) assénées aux travailleurs ne peuvent être acceptées "dans le calme et dans la dignité". La réponse, c'est une stratégie combative. Il faut mobiliser les travailleurs. Leur comité de grève, par exemple, a mobilisé pour une grève régionale de 24 heures. Ils ont visité plusieurs entreprises et tissé des liens de solidarité. Cette

réponse inquiète grandement le patronat. Voilà pourquoi ils ont répondu agressivement en envoyant la gendarmerie sur les piquets avec la plus grande brutalité.

Un délégué d'Albemarle raconte que, pendant la grève de 93-94, ils n'avaient pas, dans un premier temps, établi de contacts avec les ouvriers de la chimie en Flandre. Jusqu'à ce qu'un patron de la chimie leur dise : «Quand allez-vous comprendre qu'en Flandre on travaille alors qu'en Wallonie on se croise les bras ?» D'abord, cela a fait impression sur les grévistes. Ensuite, ils ont vu leur erreur et ils sont allés trouver leurs collègues en Flandre, chez BASF et Polysar, pour mener ensemble la lutte pour la réduction du temps de

travail. Frans Van Acoleyen, président de Médecine pour le Peuple, plaide ensuite pour le maintien d'une Sécurité sociale forte et nationale, contre le nationalisme et surtout pour une solidarité concrète. C'est pendant les actions contre la fermeture de l'hôpital Gailly à Charleroi, où nous avons construit un mur représentant les réalisations de 50 ans de Sécurité sociale, qu'est née l'idée de cette journée de jumelage.

40 % de jeunes sans emploi à Charleroi

La région de Charleroi est une des sept zones sinistrées en Europe. 40 % des jeunes y sont sans-emploi. La mortalité est de 18 %

plus élevée que la moyenne en Belgique. Le nombre des victimes d'infarctus est trois fois plus élevé ici qu'à Gand. Il y a 50 % de maladies professionnelles en plus. Et trois à quatre fois plus de cas de tuberculose !

Jo Cottenier, de la direction nationale du PTB, retrace ensuite la naissance du parti dans la région : «Vers le milieu des années 70, beaucoup d' "immigrés flamands" sont allés s'installer dans les régions industrielles de Wallonie pour y construire le parti. Nous estimons que l'unité nationale de la Belgique crée de meilleures conditions pour vaincre la bourgeoisie. Le PTB défend l'unité des travailleurs et l'internationalisme prolétarien. Il est donc organisé au niveau national».

Des fascistes attaquent un bus de voyageurs à Bruges

Ennemis acharnés de l'unité entre les travailleurs

Un groupe de voyageurs attendait à la gare de Bruges, prêts à partir vers Charleroi, lorsqu'ils ont été attaqués par quatre fascistes. Ceux-ci ont d'abord fait le salut hitlérien et crié "Sieg Heil" ainsi que "linkse ratten, rol uw matten"

(rats de gauche, foutez-le camp). Puis, ils se sont faits plus menaçants. La porte-parole d'Objectif Kebira Lazaar, une femme d'origine marocaine, a été jetée au sol et a reçu plusieurs coups de pieds. Trois autres participants ont

été menacés, frappés et assaillis de coups de pieds. Poursuivis par trois fascistes, deux camarades ont pénétré dans la gare pour alerter les voyageurs et la police. Trois des quatre fascistes ont été arrêtés plus tard dans la journée. Ces camara-

des sont arrivés à Charleroi avec plus d'une heure de retard. Là, ils ont informé la presse. Les fascistes attisent le nationalisme. Par la violence, ils veulent empêcher que les travailleurs wallons, flamands et étrangers

luttent ensemble contre la politique de restrictions du gouvernement et des patrons. Briser la lutte ouvrière au service du grand capital était aussi une des tâches principales des nazis durant les années trente.

Le souvenir de Marcinelle doit persister !

C'est sous un ciel gris de nuages menaçants que se profile la silhouette connue de la grille de la mine à Marcinelle. A cet endroit, s'est produit le 8 août 1956 la plus grande catastrophe minière de l'histoire belge. 262 mineurs, dont 136 Italiens, y ont trouvé la mort. La mine offre un aspect de désolation. Vitres brisées, poutres métalliques rouillées, douches démolies...

Un mineur italien âgé de 72 ans nous attend. Parlant d'une voix faible, il guide nos pas à travers les ruines. Deux cent soixante-deux ouvriers sont morts ici, par manque de mesures de sécurité, pour le profit des capitalistes. Aujourd'hui, ils meurent une deuxième fois, parce qu'on laisse

leur souvenir à l'abandon et à la rouille... Par cette visite, nous rendons hommage à tous les ouvriers morts ou mutilés sur le champ de bataille du travail.

Willie Verhegge, Frans Wuytack et Leen Van Renterghem lisent des passages du recueil de poèmes intitulé "Marcinelle". Au loin, on entend le hurlement d'une sirène et le son des cloches. Cela fait partie de l'atmosphère. Des poèmes saisissants: en français, néerlandais et italien. Une ode à toutes les victimes, quelle que soit leur origine. Notre guide a les larmes aux yeux, lorsque nous lui offrons des fleurs en guise de remerciement. Non, il ne faut pas que Marcinelle disparaisse.



L'équipe Gand-Zelzate s'est parfois risquée à des duels audacieux. Mais la victoire est allée à Charleroi !

Victoire de Charleroi contre Zelzate-Gand : 2-1

L'équipe de Charleroi, en maillots blancs, a immédiatement pris l'initiative sur un terrain alourdi par la pluie. Après huit minutes de jeu, les Carolos ont percé à travers la défense des visiteurs : 1-0. Zelzate-Gand (en T-shirts bleu ciel), marque un but, refusé à juste titre par l'arbitre pour hors-jeu. Les blancs conservaient les meilleures chances. Après 22 minutes, ils ont même porté le score à 2-0.

Après le repos, les joueurs de Zelzate-Gand ont changé de tactique et repris petit à petit l'initiative. A la 23ème minute, le gardien de but carolo a pu sauver un beau coup franc. Quatre minutes plus tard, après une attaque collective, les visiteurs ont

redressé la barre à 2-1. Leur offensive finale a encore donné du fil à retordre aux Carolos qui ont néanmoins pu éviter le but égalisateur. L'équipe la plus mûre, celle de Charleroi, a donc gagné la coupe. Nous retiendrons surtout l'atmosphère sportive sur le terrain, parmi les spectateurs, ainsi que l'ambiance familiale dans la cantine. Le sponsoring des joueurs et les pronostics ont rapporté 10.000 francs pour la nouvelle maison médicale du PTB à Marcinelle. Merci à tous les travailleurs, à tous les joueurs et à tous ceux qui ont donné du soutien. Rendez-vous l'an prochain pour la revanche en Flandre orientale !



Le docteur Frans Van Acoleyen a donné le coup d'envoi d'un match plein de surprises.



Le guide, un mineur italien pensionné, indique sur cette plaque le pays d'origine des mineurs victimes de la catastrophe de Marcinelle.



Pour assurer l'ambiance, un groupe de danses kurdes.

Le soir, les danseurs kurdes apportent l'ambiance

La vue du barbecue a réveillé les appétits. Après une telle journée, on a envie de quelque chose de solide. L'équipe de cuisine n'a laissé personne sur sa faim. Lorsque tout le monde fut rassasié, il restait encore des plats. Cette prouesse gastronomique et organisationnelle mérite des félicitations. La représentation du groupe de danseurs folkloriques kurdes a été fort appréciée. La journée de fraternisation s'est poursuivie sur

la piste de danse. Manifestement, tous les problèmes de langues avaient disparu.

A la fin, tout le monde était satisfait. Dans le car, on disait : «C'était une journée vraiment magnifique», «Il est clair que les travailleurs doivent fraterniser et lutter ensemble», «Une expérience à recommencer», «La prochaine fois, je participerai à nouveau», «Laisser Marcinelle à l'abandon

est un scandale», «Les poèmes m'ont profondément ému», «L'exposé sur l'histoire sociale de Charleroi pendant le voyage en car nous a appris à voir l'histoire avec un autre regard», «Nous devons mieux nous préparer pour le match prochain !»

Un jeune ouvrier souhaite suivre l'université d'été du PTB : «Cette journée m'a convaincu de la nécessité d'approfondir mes connaissances sur le parti.»

Récupérons le milliard volé par le patron

Restitution des 10 % pour tout le personnel

CLABECQ

Les 300 employés des Forges de Clabecq se sont mis en grève du 1^{er} au 8 juin, pour exiger le rétablissement de leur salaire, amputé de 10 à 14% après la grève de fin 1992. Cependant, la revendication se limitait à la restitution d'une partie du salaire des employés et n'exigeait pas son rétablissement pour l'ensemble des travailleurs. C'est pourquoi les ouvriers n'ont finalement pas suivi. Dès vendredi, le travail a repris. La direction a repoussé les discussions sur une solution globale au mois de décembre.

Walter Bauwens

Pendant la grève de 1992, les ouvriers se sont opposés au plan de restructuration du patron Dessy, visant à fermer la phase liquide, à réduire à terme le personnel de 2.100 à environ 900 et à imposer une restriction salariale de 10% pendant trois ans. Pendant cette grève acharnée, qui a duré du 5 au 23 novembre, de fortes pressions ont été exercées de toute part contre la délégation FGFB accusée de manière mensongère et démagogique de menacer l'emploi et l'outil. Ces derniers ont d'ailleurs été préservés grâce à la grève. Lors des dernières élections sociales, les ouvriers ont soutenu l'attitude ferme de la délégation FGFB en lui donnant 70% de leurs voix. Mais le patron a réussi en 1992, à imposer la diminution salariale de 10%. Celle-ci se calcule comme suit :

- **Pour un ouvrier.** Salaire annuel moyen : 1 million de F brut. Prime retirée (10 %) : 100.000 F brut.
- **Pour un employé.** Salaire annuel moyen : 1 million de F brut. Prime

retirée (fixe) : 70.000 F. Il manque 3 % de réduction salariale (pour arriver à 10 %) prise alors sur le salaire annuel. C'est ce qu'on appelle le "résiduel". Résiduel : 30.000 F.

• **Pour un haut cadre.** Salaire annuel (non communiqué, par "discretion") : supposons que cela soit 9 millions de F. Prime retirée (fixe) : 70.000 F. Résiduel retiré (pour faire 10 %) : 830.000 F brut.

Normalement, selon l'accord de 1992, le patron devait remplir les caisses en vue de rétablir les primes le 1^{er} juillet 1996 : cela représente plus de 300.000.000 de F par an. Le patron ne remplit pas son contrat. C'est cela qui est à la base du conflit.

Lorsque les syndicats des employés et cadres ont demandé, le premier juin, à être reçus par la direction pour obtenir le rétablissement du salaire, le patron a refusé. Les employés se sont immédiatement réunis et sont allés bloquer certains départements et notamment le centre



Silvio Marra, délégué FGFB : «Nous sommes pour un statut unique pour tous les travailleurs, seule garantie d'une unité d'intérêts et d'action.»

informatique, paralysant progressivement l'usine. Pendant le week-end du 3 juin, la direction a fait couvrir le haut fourneau et menacé de mettre les ouvriers au chômage (C4 G : chômage pour motif de grève).

Pourquoi les ouvriers ne sont-ils pas partis en grève ?

Nous avons posé cette question Silvio Marra (délégation des ouvriers FGFB). «Nous étions d'accord avec la revendication de restituer le résiduel aux employés

dont le salaire est de moins de 1.200.000 F brut (la majorité). En même temps, nous avons exigé que la direction commence à cotiser dans la caisse à partir du 1^{er} juillet prochain pour restituer la prime à l'ensemble des travailleurs. Cette dernière revendication a été rejetée par la direction. Alors nous avons dit : "1 franc pour un, 1 franc pour tous."

Les travailleurs, qu'ils soient employés ou ouvriers, n'ont pas intérêt à fricoter avec le patron et les cadres. Maintenant, les employés sont déçus. Ils n'avaient pas suffisamment compris qui sont leurs vrais alliés et ils se sont laissés

entraîner dans un mouvement de grève qui se limitait aux revendications des cadres et des employés, sans y associer l'ensemble des ouvriers et leurs délégués plébiscités lors des dernières élections sociales.

Nous avons été surpris et pris de court par ce mouvement qui n'avait pas été préparé avec nous, ni pour les actions ni pour le programme. Les ouvriers ont perçu cette grève comme un complot contre la FGFB, la seule délégation qui, en 1992, a rejeté le plan Dessy et qui, à l'issue de cette grève, a refusé de signer l'accord qui imposait aux ouvriers et aux employés une restriction salariale de 10%. Nous avons considéré qu'il s'agissait d'une saisie de salaire arbitraire que le patron devait, de toute façon, restituer.

Avant la fin de l'année, nous nous préparons à contraindre le patron à rétablir le salaire de tous les travailleurs, mais également les autres revendications du programme avec lequel la FGFB a gagné ces dernières élections sociales, comme la prépension avec embauches compensatoires, le milliard que le patron nous a pris en trois ans (nous nous opposons à tout paiement de dividende aux actionnaires tant que cet argent ne nous est pas restitué), investissements pour garantir l'outil et l'emploi...

A l'Assemblée générale que nous avons organisée le 8 juin et à laquelle 800 travailleurs ont participé, nous avons souligné la nécessité de l'unité entre les ouvriers et les employés (les hauts cadres n'étaient pas invités !). Nous sommes pour un statut unique pour tous les travailleurs, seule garantie d'une unité d'intérêts et d'action.»

Concentration nationale des sidérurgistes

Préparer une grève nationale

Johnny Coopmans

L'entreprise sidérurgique liégeoise Ségal, a reçu, le 14 juin, des sidérurgistes FGFB de tout le pays. Enjeu : la lutte pour un statut des sidérurgistes et faire payer les 32 heures par les barons de l'acier. 200 ouvriers et employés de Clabecq, 70 carolos, 40 ouvriers de Sidmar, 50 de Boël et des représentants de ALZ sont venus rencontrer une cinquantaine d'ouvriers de Ségal et des militants syndicaux du bassin liégeois. Le délégué principal CSC de Chertal était lui aussi présent.

Les travailleurs de Clabecq ont fièrement présenté leurs "chemises" en plastique mentionnant "entreprise sans racisme". Gros plan de la télévision locale. Solidaire et un tract du PTB-Liège

animent les discussions. Les négociations gouvernementales qui annoncent un plan global bis suscitent rage et inquiétude : «Il faut répliquer par une grève générale en septembre !»

Par notre tract, les autres bassins apprennent les enjeux de la lutte dans la FGFB liégeoise : de nombreux délégués ont réclamé un arrêt de 24 heures lors du comité syndical de la veille. La direction syndicale a refusé... pour ne pas faire mal à l'entreprise. Le dogme de la compétitivité continue à faire des ravages. Mais le fort courant d'opposition reconforte les autres sidérurgistes mécontents du caractère "limité" (1) de l'action à Liège.

Très positif sont les signatures de la pétition, lancée par le PTB, pour la défense intégrale du droit de grève

par d'importants délégués de Cockerill-Sambre-Liège. Une centaine d'ouvriers de Clabecq l'ont aussi signée durant le trajet en bus. Un délégué de Ferblatil propose : «Si on organise la lutte et pour la prépension avec embauche et pour les 32 heures avec une manifestation nationale, on se mobilisera tous.» La prochaine étape pourrait être un arrêt national de 24 heures en sidérurgie afin de rendre possible cette manifestation.

Après les discours de Jacques Fontaine, secrétaire national de la CMB et de Jean Potier, permanent FGFB de Liège, les camarades de Sidmar ont entamé l'Internationale, reprise dans les deux langues par les 400 sidérurgistes présents : «C'est la lutte finale, groupons nous et demain...»

(1) La Wallonie, 15 juin 1995.



Le chant de l'Internationale a uni des sidérurgistes de tout le pays : «groupons-nous et demain...»

L'ONEM exige 840.000 francs d'une chômeuse de Genk !

Meral Kurt fait partie des 410.000 chômeurs suspendus depuis trois ans

Meral Kurt habite la commune limbourgeoise de Genk. Agée de 26 ans, elle a deux jeunes enfants en charge. Le mari ne travaille pas, mais ne touche pas d'allocation de chômage. Meral est chômeuse elle aussi. Chef de famille, elle touche 28.000 frs par mois. Il y a trois ans, elle a été sanctionnée pour refus de travail. A présent, elle risque de devoir rembourser plus de 800.000 frs à l'ONEM.

Milly Thoolen

Au printemps 91, Meral avait reçu la visite d'un homme, qui s'était présenté tôt le matin en lui demandant si elle était disposée à travailler. C'était la période de la récolte des fraises, où l'on demande beaucoup de travailleurs en noir. Elle était sur ses gardes. Avec un enfant en pleurs sur les bras, elle avait observé : « Comment voulez-vous que je travaille avec ce gosse ? » L'homme a pris note, lui a demandé de signer et a disparu. Par la suite, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un contrôleur de l'ONEM.

A la fin 92, après avoir terminé un contrat temporaire chez Philips-Hasselt, elle a appris qu'elle ne pouvait pas toucher d'allocation de chômage. Elle avait été suspendue pour refus de travail à cause de la charge d'enfants ! Entre-temps, elle a écrit à diverses entreprises de la région. Elle avait fait installer le téléphone pour qu'on puisse l'atteindre plus facilement et une voiture pour être plus mobile. Elle a entamé une formation de médiatrice interculturelle. Tout cela est insuffisant aux yeux

de l'ONEM qui considère qu'elle n'est pas disponible sur le marché du travail et exige dès lors le remboursement de toutes les allocations versées depuis la naissance de son fils aîné jusqu'au moment où elle a commencé à travailler à Philips, soit une période de deux ans et demi. Au total, une somme de 840.000 francs.

Meral s'est adressée à son syndicat, la CSC, qui lui a répondu que l'affaire était perdue d'avance. L'avocat ne lui a même pas demandé de fournir des preuves. Elle ne devait pas être présente au procès. L'avocat a perdu l'affaire en première instance. Ensuite, Meral a interjeté appel. Elle devra comparaître jeudi prochain. Mais elle a déjà payé 50.000 francs en frais d'avocats.

Aurait-elle dû se taire ?

« Meral aurait dû se taire. » « Elle aurait d'abord dû demander qu'était cet homme. » « Peut-être qu'elle travaillait tout de même en noir et qu'elle a été sanctionnée. »



Meral Kurt, une victime de plus de la chasse aux chômeurs. L'ONEM exige qu'elle rembourse 840.000 francs.

Voilà les premiers commentaires dans le quartier. Manifestement, la chasse aux chômeurs a déjà conditionné les esprits... Celui qui est sanctionné a certainement profité, dit-on souvent. Mais

que dire des 410.588 chômeurs suspendus ou exclus depuis 1992 ? Tous des profiteurs ? Et que dire d'un Albert Frère ? Ce capitaliste respectable gagne chaque jour le gros lot. Il "gagne" tous

les jours 15 millions de francs. Une heure de "travail" d'Albert Frère suffirait à délivrer Meral du devoir de rembourser pendant toute sa vie. Mais selon les lois de l'économie de marché, Meral doit payer. Car "nos" capitalistes doivent préserver leur compétitivité par rapport aux capitalistes des autres pays. C'est une lutte impitoyable entre capitalistes et qui coûte des milliards. Prenez l'exemple du géant de l'informatique IBM qui vient de dépenser 3,5 milliards de dollars (100 milliards de francs) pour racheter Lotus, le troisième producteur de programmes informatiques pour PC. Par ce rachat, IBM veut renforcer sa position face au concurrent Microsoft, le numéro un sur ce marché. (2) Où prend-on tout cet argent ? Auprès de gens comme Meral.

Pour eux, le PTB est le seul parti à défendre une alternative acceptable : la semaine de 32 heures avec maintien du salaire et embauches obligatoires. Cela représente dans les conditions actuelles la création de 340.000 nouveaux emplois. Cela coûterait 250 milliards aux patrons. Mais ils sont parfaitement en mesure de payer. En 1994, les entreprises de Belgique ont réalisé ensemble un bénéfice de 821 milliards.

Jeudi 22 juin à 14h30, Meral doit comparaître devant le tribunal du travail à Hasselt. Nous appelons tout le monde à venir la soutenir.

(1) Solidaire 17, 26 avril 1995. (2) De Standaard 6 juin 1995 et 12 juin 1995.

La CSC : le plan d'assainissement à Sabena est inacceptable

« C'est une démolition de nos acquis sociaux »

Paul De Mont

La semaine de 40 heures ? Suppression de l'indexation automatique et des augmentations barémiques pendant 3 ans ? Encore plus de flexibilité ? Les travailleurs de Sabena n'en reviennent pas. « Impossible de faire avaler un tel plan d'assainissement. Ces mesures bien réfléchies sont contraires aux principes de base du syndicat. Ce plan de démolition de nos acquis sociaux doit être supprimé », affirme à juste titre la Fédération Bruxelles-Hal-Vilvorde de la CSC dans son communiqué de presse du 11 juin. Mais est-ce bien possible, comment l'empêcher ? Voilà la question que se posent les travailleurs et les syndicats de Sabena aujourd'hui. La direction et les médias ont brouillé les cartes. « La

Sabena fait des pertes, il n'y a pas d'argent, la seule solution, c'est la fusion. Pour prendre l'air, il faut s'associer à Swissair... » De belles phrases qui riment avec tout, sauf avec la réalité. Il y a à peine deux ans, en août 1993, la direction fait avaler au personnel une réduction de salaire de 2,5 à 17 %, parce que la Sabena affichait dans son bilan pour 1992 une perte de près d'un milliard. Où est passé l'argent ? Dans le centre de coordination "Sabena Interservice Center" (SIC). En investissant dans le SIC et par des opérations d'emprunt, la Sabena parvient à transférer en bonne partie de ces profits vers le SIC, où le taux d'imposition est dérisoire : à peine 0,06 % ! Le SIC a dû ainsi payer, en 1992, un impôt de 690.000 F sur un bénéfice de 1.200.000.000 F. Les actionnaires privés de Sabena n'ont pas à se

plaindre non plus : depuis leur entrée en 1983, l'Etat belge leur garantit un dividende annuel de 10 %, même si la Sabena fait des pertes. Le remboursement de leur mise est aussi garanti. De cette façon, ces privilégiés ont ramassé en 12 ans près de 5 milliards de dividendes. Ceux qui poussent les travailleurs et leurs syndicats à accepter la dérégularisation et la modération gardent la garantie de l'Etat pour leurs capitaux et leurs dividendes, alors que pour les travailleurs toutes les garanties sautent. Ce n'est pas le capital privé qui subventionne l'emploi et les salaires des travailleurs, ce sont les travailleurs, en sacrifiant leur emploi et salaires, qui subventionnent le capital privé. La voie de la privatisation et de la dérégularisation est sans issue. Aux Etats Unis, où ce processus est le plus

avancé, les baisses de salaires sont énormes, les compressions d'emplois catastrophiques et le recul syndical sans précédent.

Lutter pour une autre politique

Le rapport du Comité des sages de la Commission Européenne annonce que, rien qu'en Europe, 100.000 emplois devront disparaître. Cette régression sociale que nous vivons depuis 15 ans, c'est le grand capital qui en est responsable. Car pour assurer sa conquête du secteur du transport aérien, il est prêt à sacrifier complètement le statut des travailleurs. Et ce sont les partis qui siègent actuellement au parlement, ces mêmes partis qui siègent dans le Conseil d'administration de la Sabena, qui exécutent

cette politique. Un changement total s'impose et c'est ce que nous défendons avec notre parti : arrêter la politique de privatisation et de dérégulation, nationaliser le secteur du transport aérien, assurer le financement en payant le pourcentage des Belges les plus riches, ceux qui les 15 dernières années ont vu accroître leurs revenus du capital et de la fortune de 90 %, alors que les revenus du travail ont diminué de 20 %. C'est le seul chemin pour reconquérir le terrain perdu et réaliser le progrès social. Nous soutenons les nombreux syndicalistes qui déclarent qu'il faut rejeter le plan Godfroid en entier, qui veut imposer par la lutte les revendications des militants. La seule mesure qui peut repousser le chômage, c'est la semaine de 32h avec maintien du salaire et embauche compensatoire.



Bronzer oui, mais en bouquinant !

Brosse à dents et chapeau de paille, cela s'achète partout, mais des livres dans une langue que vous lisez, ce n'est pas sûr. Même si vous aimez voyager léger, n'oubliez donc pas d'emporter quelques bouquins. Voici quelques suggestions pour des lectures passionnantes et instructives. Et pour les boulimiques, l'équipe de la Librairie Internationale se fera un plaisir de vous en proposer des dizaines d'autres.

Femmes africaines en lutte contre l'oppression

«Quand on est noire, femme, pauvre et ignorante, inutile de lutter contre le destin»

Martine Pierre

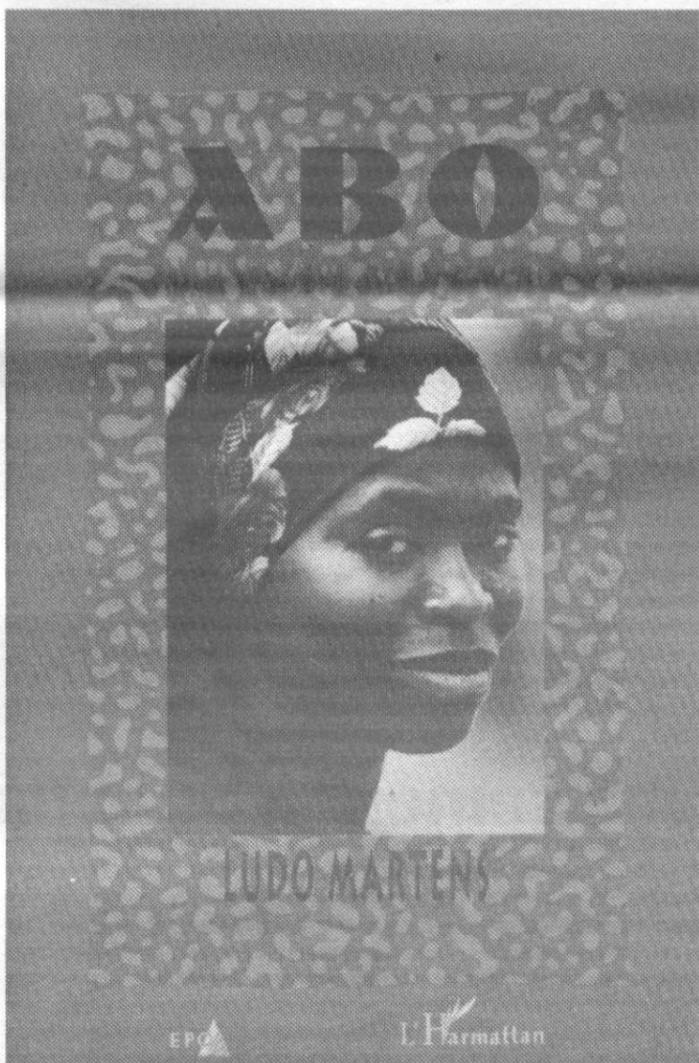
Deux adolescentes dans l'Afrique des années soixante, aux prises avec toutes les oppressions. «Pour qui te prends-tu?» dit la mère de l'une des jeunes filles, dans ce qui s'appelait encore la Rhodésie. «Quand on est noire, femme, pauvre et ignorante, inutile de lutter contre le destin.» Par des cheminements tout à fait différents, les deux jeunes filles refuseront cette condamnation.

La femme doit s'intéresser au sort du pays

Un jour de 1959, lorsqu'elle a quinze ans, Abo va au marché de Kikwit, ce même Kikwit où règne aujourd'hui la mystérieuse "ébola". Il est désert. Que se passe-t-il? «C'est Gizenga et Mulele qui tiennent un meeting pour l'indépendance. Et ils ont amené de Moscou une femme blanche qui s'habille en villageoise et qui parle le kikongo. Personne n'a jamais vu une femme pareille. On l'appelle Madame Blouin, elle est la femme de Gizenga. Moscou, meeting, Blouin, Indépendance, Gizenga : Abo ne comprend rien à tout cela...» Elle interroge les gens. «Gizenga va nous libérer des Belges. Mais qu'est-ce que les Belges lui ont fait à ce Gizenga? (...) Abo voit une femme blanche, debout, haranguer la foule. On n'a jamais vu ça. Une femme qui lance des ordres à des milliers d'hommes...»

«Abo se rend chez Marc Katshunga qui habite quelques rues plus loin. (...) La mère de Marc a l'oreille collée à son poste de radio. Lorsque Abo lui adresse la parole, elle se fâche : Tu ne vois pas que je suis en train d'écouter les nouvelles. Depuis que son fils est devenu un chef du PSA, le Parti Solidaire Africain, la vieille femme s'intéresse aux nouvelles du monde. Abo se dit que cette indépendance, dont on parle tant, doit être une affaire bien grave, pour qu'une vieille maman commence à se passionner pour le langage incompréhensible de la radio.»

Petit à petit, Abo se mettra à



comprendre. Elle rejoindra la guérilla malgré elle et deviendra la femme du dirigeant Pierre Mulele, qu'elle entendra dire : «les femmes mettent les enfants au monde; pourquoi doivent-elles laisser la lutte aux seuls enfants et rester derrière eux?» Dans le maquis, les femmes s'habillent comme des hommes et de toutes jeunes filles deviendront des commandantes. Abo apprendra que les contradictions entre les femmes et les hommes ne disparaissent pas pour autant. Elle souffrira du retard des actes sur les paroles. «Mais désormais, elle appartient aussi à la révolution.»

Et lorsque Mulele sera atrocement tué par les hommes de Mobutu et l'insurrection réprimée de la façon la plus barbare, elle saura s'assu-

mer comme femme indépendante et comme révolutionnaire.

L'impérialisme : un monstre sans pitié

Le livre de Ludo Martens, paru pour la première fois il y a quatre ans, n'est pas une oeuvre de fiction, même s'il se lit comme un roman. Léonie Abo a vécu du début à la fin l'insurrection qui a embrasé la moitié du Congo-Kinshasa entre 1963 et 1965. Son témoignage fut capital pour la rédaction de «Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba». L'originalité de ce deuxième livre réside dans le fait que nous voyons les mêmes événements précisément à travers

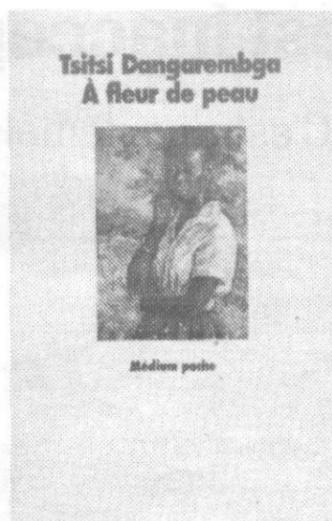
les yeux d'une femme qui au début «ne comprenait rien à tout ça». «L'impérialisme qui nous opprime depuis cinq siècles, ne cessait de répéter Mulele à l'époque, est un monstre sans pitié et les traîtres noirs qui, tout au long de ces cinq siècles, se sont mis à son service, ont les mains toutes rouges du sang de leurs frères. Au moment même, la jeune Abo ne comprenait pas. Maintenant elle comprend. Sans une armée de libération, menée par les travailleurs et les paysans, dirigée par un parti révolutionnaire, le grand Congo ne sera jamais libre. Cette idée... ne s'est imposée que progressivement comme une vérité, à mesure qu'Abo a enregistré dans sa mémoire la suite interminable de mutilations, de meurtres et de massacres commis par l'ennemi.»

La libération par les études ?

Tsitsi Dangarembga est une jeune romancière du Zimbabwe. Son héroïne, Tambudzai, rêve de faire des études. Mais mettre deux enfants à l'école est au-dessus des moyens de sa famille et entre elle et son frère le choix s'impose... Tamba doit rester à la maison, où elle travaille du matin au soir. Son frère Nhamo, du haut de ses nouvelles connaissances, la méprise, et vole les carottes de maïs qu'elle cultive en cachette pour payer l'école. Tamba le déteste, d'autant plus qu'il a de plus en plus honte de sa famille misérable. Lorsque Nhamo meurt, Tamba n'éprouve aucun regret et quand son oncle, riche, instruit et directeur de l'école de la mission, propose de lui payer des études à la place de son frère, elle est aux anges. Pour elle, son oncle Babamukuru est un dieu. Et sa cousine Nyasha, dont elle va partager la chambre, a été élevée en Angleterre et a des idées avancées. Mais il y a un prix à payer. Petit à petit Tamba prend conscience à la fois du caractère tyrannique de son oncle et de sa servilité à l'égard des autorités. Et elle entraînera dans sa révolte la femme même de son oncle.

Conflit de générations, conflit de

classes ? C'est un thème qui a souvent été exploré dans des romans anglais : l'ascension sociale, désirée par les parents, se fait à travers les études. Mais en étudiant, le jeune se coupe de ses parents, de son milieu traditionnel, en fait de sa classe. Ici le conflit de générations se situe au carrefour de plusieurs mondes, chacun luttant pour sa survie. Le monde traditionnel, où vivent les parents de Tamba, est condamné aux yeux de tous, ce qui n'empêche pas la plupart des personnages d'y faire constamment référence. Babamukuru, devenu chef de famille par sa réussite sociale, a embrassé les valeurs mises en avant pour les noirs par leurs maîtres blancs. Si le monde des blancs est à première vue presque totalement absent du livre, il pèse comme une chape de plomb sur tous les personnages. Lorsque Nyasha, qui n'arrive pas à concilier les différents mondes auxquels elle appartient, fait une crise d'anorexie, le psychiatre refuse de la traiter, sous prétexte que «ce n'est pas une maladie africaine». Un très beau roman.



Ludo Martens, Abo, Une femme du Congo, coédition EPO-L'Harmattan, 1995, 272 p., 698 FB
Tsitsi Dangarembga, A fleur de peau, Medium poche, 1992, 294 p., 326 FB

Les chemins de l'exil

Un moyen d'expliquer l'histoire des réfugiés et de répondre aux idées fausses

«Elle ne savait pas comment on traitait vraiment les réfugiés, déclare Komi. Elle ignorait que l'Etat belge avait été condamné pour traitements inhumains et dégradants infligés aux réfugiés somaliens de Zaventem.»

Marianne Martin

Komi est réfugié togolais, il a lu le livre et l'a diffusé autour de lui. Il en a même fait cadeau à son assistante sociale du CPAS. Elle l'a lu et a reconnu une autre réfugiée qui raconte sa vie dans le livre. «Ce livre m'a donné une autre vision sur la prétendue liberté et les droits de l'homme en Europe, explique

Komi. Il m'a ouvert les yeux sur la montée du racisme et du fascisme en Belgique. C'est un livre qui a renforcé ma conscience politique. J'ai compris, en le lisant, qu'il faut être solidaire avec la classe ouvrière belge pour combattre les mêmes ennemis.»

«Les chemins de l'exil» est un outil indispensable pour faire reculer le racisme et les idées fausses à

propos des réfugiés, répandues par des campagnes orchestrées par le gouvernement. Pour que les gens les considèrent comme des êtres humains, comme eux, opprimés. Ce livre est aussi au service des réfugiés eux-mêmes. Ils peuvent dire : «Lisez, c'est le chemin que nous avons dû faire, c'est tout ce que nous avons dû quitter pour survivre, c'est chez vous que nous venons pour reprendre des forces, pour nous organiser, pour repartir, pour continuer à mener la lutte de classes.» A travers les itinéraires de ces gens, on se rend compte que les classes et leurs luttes sont une réalité quotidienne dans le tiers monde, que la guerre et le fascisme

tuent et torturent des hommes et des femmes dans les pays sous la coupe de l'impérialisme et que la Belgique comme les autres pays d'Europe a tramé une construction fasciste contre les réfugiés qui servira contre tous et d'abord contre les ouvriers. Les gendarmes qui gardent les camps de concentration pour réfugiés sont les mêmes qui brisent les piquets de grève, qui occupent les quartiers populaires.

Anne Maesschalk et Nadine Buyse, Les chemins de l'exil, Ed. EPO, 598 FB.



Le "J'accuse" d'Albert Jacquard

Les "lois naturelles" de l'économie libérale : une pseudo-science

Pierre Charles

Pour la première fois, Albert Jacquard, connu pour son combat contre le racisme et l'exclusion prend position sur les plans économique et politique. Dès l'avant-propos, l'auteur s'en prend à «l'économisme», l'intégrisme économique ou la soumission à la sacro-sainte Loi du Marché. C'est donc bien l'économie capitaliste qui est ici dénoncée avec virulence et avec clairvoyance.

Jacquard s'en prend d'abord aux principes. Il montre que les fameuses «lois naturelles de l'économie» proviennent comme toutes les lois scientifiques, d'hypothèses dont la validité, dans ce cas, est loin d'être évidente. Il s'en prend aussi aux conséquences désastreuses du capitalisme dans les domaines du logement (nombreux immeubles vides et... nombreux sans-abris), de l'emploi, de l'agriculture, de la vie quotidienne (agressions de la pub, dénatura-



tion du sport, jeux de hasard), mais aussi pour les peuples du tiers monde et pour la paix dans le monde.

Le rôle des forces de l'ordre et, surtout de l'armée, dans nos pays riches, le caractère hypocrite de nos "démocraties", les "succès" du capitalisme dus à l'exploitation, le

rôle du FMI et de la Banque mondiale, le résultat néfaste au point de vue social de la concurrence, la mainmise sur l'information par les puissants, tout cela est évoqué de manière pertinente. La notion de luttes de classes n'est pas niée comme c'en est maintenant la mode : «L'ouvrier ne possède pas ce qu'il produit (...) Sa contribution à la création de richesse est reconnue par un salaire; le montant de celui-ci ne peut résulter que d'un rapport de forces entre l'entrepreneur et le salarié, rapport à l'évidence déséquilibré. Sauf si les salariés peuvent s'entendre pour compenser leur infériorité par leur nombre.»

L'alternative : l'exemple de Cuba

Jacquard n'esquive pas non plus l'alternative. Il décrit le collectivisme en prenant l'exemple de Cuba. Après un bref historique de l'île, il

montre bien l'ignominie du blocus américain. En effet, si le collectivisme ne marche pas, pourquoi ne pas le laisser se casser la figure tout seul ?

L'auteur montre aussi la stupidité des réflexes petits-bourgeois dans la situation actuelle : «Sur le Titanic en train de sombrer, est-il raisonnable de consacrer beaucoup d'efforts et d'intelligence à obtenir une meilleure cabine ?» Il insiste sur l'importance des biens immatériels (santé, éducation,...) qui, pour lui, devraient être gratuits. Pour payer ceux qui les produisent, seul l'impôt peut permettre à l'Etat de le faire. C'est bien l'économie libérale que Jacquard accuse. Il est un grand optimiste (ce qui est une qualité) mais il manque de clairvoyance quand il s' imagine qu'il «suffit» de changer les mentalités : elles ne changeront pas toutes seules et tous les livres du monde (même très bons comme le sien) peuvent éveiller les consciences mais ils ne

permettront pas de changer le système en évitant la lutte de classes.

Vu les succès récents de Jacquard, on ne peut que se réjouir de son «coup de gueule», mais laissons-le terminer : «Nous sommes face à une bifurcation : d'un côté la voie facile de la domination de quelques-uns sur la multitude des démunis — une société fondamentalement esclavagiste, efficace, ordonnée, mais où la presque totalité des hommes vivront sans espoir — de l'autre, le chemin escarpé, périlleux, d'une recherche de l'égalité entre tous les membres de l'espèce, la construction jamais achevée d'une société où tous les hommes se sentiront chez eux partout sur la Terre des Hommes. La barbarie ou la démocratie, il faut en décider aujourd'hui.»

Albert Jacquard, J'accuse l'économie triomphante, Calmann-Lévy, 167 p., 558 FB.

«Dites-le vous, Madame, vous savez écrire»

Riet Dhont

Leila Houari sait écrire. Mais elle sait surtout écouter, sentir. Leila a rencontré Said, Nordine, Hassan, Illy... des jeunes qui vivent à Bruxelles. Des jeunes entre deux mondes. Ici et là-bas. Son livre est un bloc-note avec des photos, des poèmes, des dessins. Elle rencontre Allamadi : «Je suis sorti de chez moi à neuf heures du matin. Je vais vers le métro Anneessens. Je descends pour prendre mon tram et voilà que trois flics me demandent ma carte d'identité... Ils me disent "suivez-nous", je les suis, je me retrouve au commissariat, j'ai raté mon cours, je suis arrivé en retard. Pourquoi tout ça?»

«Faits divers. Bruxelles 1991. Le 6 août, Mimoun se balade en compagnie d'amis. Ils traversent la Grande Place. Par réflexe, il shoote

dans une boîte de coca vide. Un agent de police surgit et lui demande fermement de la ramasser. Mimoun refuse... car, elle était déjà par terre.

L'agent vexé le saisit directement à la gorge, le jette au sol, la tête la première, le roue de coups de poings et de coups de pieds. Mimoun reste allongé sur le sol, inerte et inconscient... Il reste plusieurs jours dans le coma. Plus tard il se jettera par la fenêtre. Il meurt sur le coup. Mimoun avait 22 ans, il n'avait jamais eu de problèmes avec la justice.»

Sous la plume de Leila, les jeunes deviennent poètes, écrivains. Avec elle, nous voyons le corps sans vie de Mimoun, nous sommes avec Allamadi emmené par la gendarmerie. Un livre à emmener en classe, pour dire : regarde, lis, écoute, laisse-toi emporter par cette page.



Leila Houari, Et de la ville je t'en parle, Coédition EPO-IDI, 550 frs, 99 p.



La Librairie Internationale prendra ses "quartiers d'été" à Bredene. Elle vous proposera ses meilleurs ouvrages, du roman à l'étude théorique, sans oublier les classiques du marxisme-léninisme, qui deviennent difficiles à trouver.

Curés rebelles et papes collabos

Le Vatican dénoncé de l'intérieur et de l'extérieur

Lors de la récente visite en Belgique de Jean-Paul II, un catholique belge a reçu deux fois la visite des gendarmes. Son crime ? Avoir mis une pancarte dans son jardin puis une affiche à sa fenêtre : «Vive Monseigneur Gaillot». Une indication, certes, de la fascisation de l'Etat, mais aussi de la nervosité des autorités devant l'opposition grandissante au pape parmi les fidèles.

Martine Pierre

Un des leaders les plus en vue de ce mouvement de contestation est sans aucun doute le curé de Buizingen, Rik Devillé, dont le premier livre, *La dernière dictature* (Coda, 1993) a déjà fait grand bruit. L'hebdomadaire *Téléoustique* a même interrogé Devillé pour "contrebalancer" son interview du cardinal Danneels. Ce sont les réactions qu'il a reçues suite à la parution de son premier

livre, dans lequel il critique le manque de démocratie dans l'Eglise, qui ont poussé Devillé à écrire le deuxième. Les réactions d'abord de ceux et de celles qui ont souffert au sein de l'Eglise institutionnelle : des femmes et des enfants de prêtres, vivant dans la clandestinité et sans droits; des religieuses-enseignantes pour qui on n'a jamais cotisé à la caisse des pensions et une foule d'autres. On peut aussi penser à des cas comme celui de Joseph Hick, licencié de



son école par l'évêché de Liège, sans possibilité de recours. Les réactions ensuite des hommes de l'appareil. «Ils veulent me considérer comme un pestiféré,

mais, dans les coulisses, j'ai appris que ces braves théologiens pensaient la même chose que moi. Par peur des représailles, ils retiennent craintivement leurs critiques», a déclaré Devillé à *Téléoustique*. C'est le manque de recours et le secret qui entourent tous les actes de répression de l'Eglise qu'il trouve particulièrement révoltants. «Comment une Eglise qui ne veut rien connaître de sa maladie pourrait-elle travailler à sa guérison ?» s'exclame-t-il.

L'hypocrisie de l'Eglise

Pour Henri Fabre, par contre, le mal est trop grave au sommet pour espérer une amélioration quelconque. Ce ne sont pas les braves catholiques qui ont aidé des juifs pendant la guerre qui pourront racheter l'ignominie du Vatican (et des hiérarchies locales). Le Vatican qui, devant les pires atrocités,

au mieux n'a pas protesté, au pire y a participé. (voir *Solidaire* n°22). Pour Fabre aussi, le plus écoeurant c'est l'hypocrisie de l'Eglise, et son secret. Un des chapitres les plus intéressants de son étude est celui sur les archives du Vatican, toujours fermées aux chercheurs. Un choix de documents sur la Deuxième Guerre mondiale a cependant été publié dans le but manifeste de rétablir la réputation des papes Pie XI et Pie XII. Mais leur soutien au régime nazi et au fascisme ne peut être nié, tant les preuves abondent.

Rik Devillé, *La maladie catholique*, coédition EPO-Golias, 1995, 182 pages, 598 FB.

Henri Fabre, *L'Eglise face au fascisme et au nazisme*. Les outrages à la vérité, coédition EPO-Espaces de liberté, 1995, 480 pages, 1175 FB.

Lutter, mourir et lutter encore...

Nedim Gürsel au coeur de la Turquie résistante

Maritine Pierre

«Ils aimaient le peuple et la vie qu'ils voulaient changer. Ils lui étaient attachés par la lutte, les livres, la pluie. C'est pourquoi ils ont pu tout abandonner.» Nedim Gürsel fait revivre, dans les nouvelles de ce recueil, les années de lutte, de souffrance, de prison et d'exil de ceux qui décident de quitter leur abri pour fuir la dictature ou qui, par un choix

délibéré de classe, désertent l'aisance, le confort et le conformisme et choisissent l'exil : celui de la clandestinité, de l'émigration ou de l'écriture. Cette lutte pour la liberté, très dure, nous est restituée par des fragments du journal intime de Selim; la rencontre avec Nilgune, broyée par la torture, des lettres, des rêves, des retours en arrière, des récits qui se font et se défont. La mort, la solitude, les scènes de torture les plus cruelles,

les prisons les plus nues, les asiles psychiatriques les plus durs. La lutte mais aussi la solitude des plus courageux des militants et l'obsession de la mort qui guette, qui menace et qui engloutit. Dans les deux premières nouvelles, *Védante*, après deux ans d'exil à Paris, essaie de retrouver ceux de ces camarades qui vivent encore. Filiz qui raconte Ali, arrêté, emprisonné, qui n'est plus qu'une photo dans un journal, le corps

criblé de balles et dont l'absence est tellement cruelle que Filiz a voulu mourir mais «la mort est le lot des vivants, de ceux qui luttent pour changer le monde». Enguine, le militant toujours enthousiaste, Nilgune, dont le corps n'a pu vaincre la douleur de la torture, qui ne reconnaît plus personne et qui n'arrive pas à dormir sans morphine. Nilgune enfant, comprend très vite que son père, riche propriétaire terrien, est

responsable de la mort de milliers d'ouvriers. Elle choisit le camp de la lutte contre l'opresseur en cachant les militants pendant l'état de siège.

En conclusion, Nedim Gürsel cite Karl Marx: «avec ce type de société s'achève donc la préhistoire de la société humaine»...

Nedim Gürsel, *Un long été à Istanbul*, Ed. Gallimard, l'Etrangère, 210 p., 326 FB.

Milan, Lisbonne, Turin, trois romans de la résistance

«Celui qui est tombé se dresse, lui aussi. Offensé, opprimé, il ramasse lui aussi les chaînes de ses pieds et il s'en arme.» Milan, 1944. N2 est un intellectuel.

Pourquoi a-t-il abandonné la plume pour le revolver ? Des hommes pacifiques et simples, des intellectuels, des ouvriers prennent part, les armes à la main, à une

lutte sans merci contre le fascisme, contre le nazisme. Pour certains, il faut lutter pour résister, pour que la libération vienne. Pour d'autres, se pose la question du désespoir devant la répression contre la population après chaque attentat contre les Allemands. Et mourir devient une chose simple puisqu'il s'agit, en mourant, d'abattre «Chien noir», le pire des nazis. C'est la résistance contre le fascisme, vue par Elio Vittorini, l'un des auteurs majeurs de la littérature italienne.

«Ils ont massacré un homme de l'Alentejo, il y a des grèves, ici en ville et ailleurs, mais dans quel monde vis-tu, toi qui travailles dans un journal ? Ecoute-moi Pereira, tu ferais bien d'aller un peu t'informer.»

Lisbonne, août 1938 : Pereira est journaliste, responsable de la page culturelle du journal *Lisboa*, qui se veut «apolitique et indépendant» en plein salazarisme. Un jour, il lit un article d'un certain Monteiro Rossi et décide de lui demander de collaborer à sa page culturelle. Monteiro Rossi écrit en suivant «les raisons du coeur» qui lui font condamner le fascisme en Espagne en parlant de Garcia Lorca, le



fascisme en Italie en parlant du fasciste Marinetti, qui lui font célébrer le socialisme en parlant du poète révolutionnaire Maïakovski. Pereira juge ces écrits «inutilisables» mais garde pourtant soigneusement chaque article qu'il paie. Monteiro Rossi lui demande ensuite de cacher son frère qui recrute pour les brigades internationales d'Espagne. Pereira accepte : et s'ils avaient raison, avec leurs idées sur le fascisme, le socialisme, la guerre civile en Espagne ? Pereira décide de donner un sens à

sa vie. Et lorsque Monteiro Rossi est assassiné par les fascistes, il dénonce dans son journal, malgré la censure, la police fasciste. Un superbe roman de Tabucchi, à contre-courant des démissions face aux réalités du fascisme d'hier et d'aujourd'hui.

Natalia Ginzburg raconte son enfance et son adolescence : Turin, l'antifascisme, les arrestations, la guerre, la déportation, l'assassinat de son mari. La fillette grandit dans le culte de la liberté. Elle épousera Leone Ginzburg, l'un des chefs de la résistance à Turin. Arrêté par les Allemands, emprisonné, torturé, on le retrouva mort dans sa cellule, la mâchoire fracassée. Les amis de Ginzburg s'appelaient Pavese, Carlo Levi, Giulio Enaudi. C'est en compagnie de ces hommes que Natalia Ginzburg apprit à se défier des fanfaronnades du régime mussolinien qui invitaient les intellectuels au silence.

Elio Vittorini, *Les hommes et les autres*, Ed. Gallimard, l'Etrangère, 246 p., 340 FB.

Antonio Tabucchi, *Pereira prétend*, Ed. Bourgois, 218 p., 680 FB. **Natalia Ginzburg**, *Les mots de la tribu*, Ed. Grasset, Les Cahiers Rouges, 258 p., 367 FB.

Un livre gratuit avec un abonnement à Solidaire

Lecteur passionné mais pas encore abonné à *Solidaire* ? Sautez sur l'occasion. Avec un abonnement d'un an, vous recevrez gratuitement un livre au choix.

Nom :

Prénom :

Rue et numéro :

Code postal :

Commune :

Tél. :

Date de naissance :

Profession/Entreprise/Ecole :

Je prend pour la première fois un abonnement d'un an (1.600 FB) et je choisis le livre suivant :

- Les chemins de l'exil Abo, une femme du Congo
 Délégués sous les feux Un autre regard sur Staline
 Des juifs debout contre le nazisme Qui a armé le Rwanda.

Cette offre est aussi valable avec un abonnement par domiciliation. Demandez le dépliant à *Solidaire*.

Bon à renvoyer à *Solidaire Promotion*, Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

La voix des "oubliés" des médias

Cinq siècles de pillage du tiers monde

Nous vivons en l'an 501, si l'on compte à partir de la découverte de l'Amérique, qui est après tout un événement plus important pour le monde contemporain que la naissance (présumée) de Jésus-Christ. C'est la structure profonde et dissimulée de ce monde que Chomsky cherche à mettre à jour dans ce panorama époustouflant du pillage du tiers monde de 1452 à nos jours.

Thomas Cutsem

Derrière les discours sur les nobles intentions des colonialistes se cache toujours «l'ignoble maxime des maîtres de l'humanité : tout pour nous, rien pour les autres», explique Chomsky. Nous ne vivons pas dans un système de libre entreprise ou de libre-échange, démontre-t-il. Il estime d'ailleurs qu'un tel système, s'il existait réellement, s'effondrerait vite. Dans notre système, une minorité de gens qui ont le pouvoir utilisent tous les moyens possibles et imaginables pour maximiser leur pouvoir et leurs profits. Toute la politique du FMI et de la Banque Mondiale est prétendument inspirée par le libre-échange. Mais jamais aucune de ces mesures "libérales" n'a été adoptée par les pays riches quand eux se développaient, et aucune de ces mesures n'est adoptée par eux aujourd'hui en ce qui concerne leurs entreprises de pointe (la biotechnologie par exemple, dont Chomsky

souligne bien l'importance). Là, on ne parle que de subventions et d'intervention étatique.

La bonté divine et les missions civilisatrices

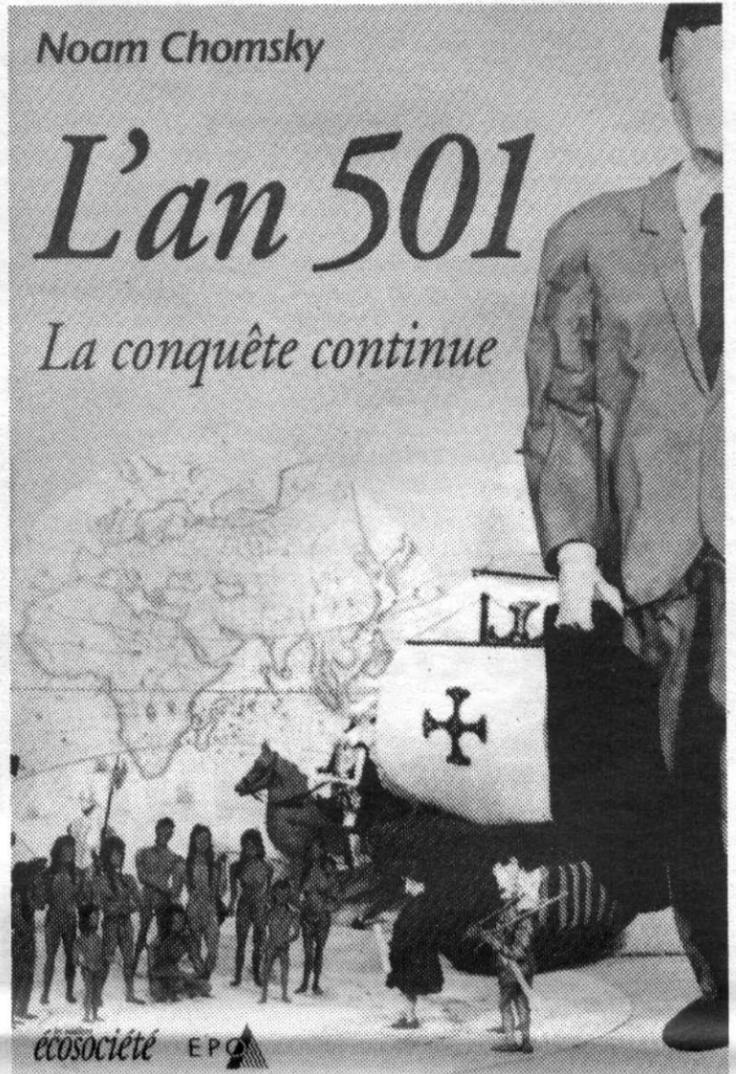
On peut refaire la démonstration avec la démocratie et les droits de l'homme. Qu'il s'agisse de la politique face à Cuba ou à un syndicat, tout est mis en oeuvre pour saboter la moindre tentative démocratique. Mais comme le disait succinctement un banquier américain à l'époque d'une dictature au Venezuela : «Vous avez ici la liberté de faire tout ce que vous voulez de votre argent, et pour moi, cela vaut bien toute la liberté politique du monde.» On peut aussi prendre la politique vis-à-vis des réfugiés politiques aux USA : 11 Haïtiens acceptés sur 24.000 contre 75.000 Cubains sur 75.000. Par contre, quand on entre dans le domaine du discours idéologique, on a «un dossier plein à déborder

d'appels à la volonté divine, de missions civilisatrices, d'associations caritatives, de nobles causes et le reste. S'il fallait prendre au mot ces virtuoses de l'autoencensément, le ciel devrait être plein à rabord».

Faisant suite à "Idéologie et pouvoir" du même auteur (EPO, 1991), "L'an 501" aborde une foule de sujets nouveaux : l'URSS et les pays de l'Est, Cuba, le Brésil, Haïti, l'Indonésie, l'histoire des relations entre les Etats-Unis et l'Asie, avec des exemples frappants de racisme chez des "grands hommes", comme Hegel et Churchill.

Chomsky souligne que la majorité de la population des Etats-Unis considère le système économique capitaliste comme «inéquitable en soi» et que près de la moitié de celle-ci considère comme allant de soi le principe socialiste «à chacun suivant ses capacités, à chacun suivant ses besoins». Chomsky dénonce au passage l'attitude de nombreux intellectuels "de gauche", qui prêchent l'abandon des "illusions" de la science et de la rationalité, ce qui réjouit les puissants, ravis de monopoliser ces instruments à leur propre usage. Chomsky continue à utiliser la rationalité et fait entendre la voix de ceux qui, de Haïti à Timor, sont massacrés dans le silence et l'indifférence des médias.

Noam Chomsky, L'an 501. La conquête continue Editions EPO-Ecosociété.



L'arroseur arrosé

L'incroyable histoire du contre-espionnage cubain

Un des romans d'espionnage les plus jubilatoires de cet été n'est pas une fiction mais un récit authentique. "Nos agents à La Havane" raconte l'aventure rocambolesque de vingt-sept membres des services de contre-espionnage cubains qui furent enrôlés par la CIA comme informateurs. Grâce à eux, Cuba a pu, pendant près de dix ans, manipuler les services secrets de la super-puissance US. Chaque information que ces agents cubains fournissaient n'était qu'un leurre. Mieux encore, ils purent reconstituer les réseaux d'espionnage et de sabotage américains implantés sur le territoire cubain, en apportant les preuves de leurs sales besognes au moyen de documents vidés et

photographiques. Ce livre nous renseigne sur les techniques de sabotage et de déstabilisation contre le régime socialiste à Cuba. L'une des plus pernicieuses, consistait à implanter à Cuba des maladies bactériennes que l'embargo sur les médicaments empêchait de soigner. L'auteur raconte également les différentes tentatives avortées d'assassiner Fidel Castro, les moyens énormes accordés aux radios contre-révolutionnaires comme "Radio-Marti", etc...

Jean-Marc Pillas, Nos agents à La Havane, Ed. Albin Michel, 267 p., 646 FB



«Un jour, tous les chiens battus se révolteront»

Il est des livres qui vous prennent à la gorge : cris de rage et de désespoir, ils sont aussi appel à la prise de conscience de classe et à la révolte. César (Azouz Begag) est fils d'ouvrier immigré kabyle. Et si les ouvriers français crèvent au turbin, c'est pire pour les immigrés qui ne sont que des "chiens". Penant au pied de la lettre cette métaphore, Azouz Begag nous présente cette famille immigrée, le

père ouvrier de chantier, la mère au foyer, le fils et la fille, comme une famille de chiens, la maison comme une niche. Le problème du jeune chiot est de vouloir devenir un "zumin", sortir de son milieu pour être un artiste, un créateur. Il se rendra vite à l'évidence : pour cesser d'être un chien, il n'y a que la révolte, même si elle est parfois spontanée et irréfléchie (comment ne pas penser dans certaines pages

aux "émeutes" de Forest). Le «pays du Bonheur», fait de solidarité entre les plus pauvres, ne prend son véritable sens que dans la lutte contre ceux qui traitent les ouvriers comme de la chair à patée et les immigrés comme des chiens. Révolte pure, ce petit roman autobiographique est un bijou.

Azouz Begag, Les chiens aussi, Ed. du Seuil, 126 p, 469 FB.

Préserver la mémoire communiste

Depuis la campagne anticommuniste et la contre-révolution de velours, une série impressionnante d'ouvrages de référence sur le mouvement communiste international ont disparu ou commencent à disparaître. Soucieuse de préserver la mémoire écrite du marxisme-léninisme, de ses théoriciens, de ses combattants et de ses écrivains révolutionnaires, la Librairie Internationale recherche tous les textes com-

munistes épuisés chez les éditeurs (même sous forme de photocopies de bonne qualité). Si nous faisons évidemment appel à vos dons, nous sommes prêts à racheter toute bonne bibliothèque ou tout ouvrage intéressant au meilleur prix. Dès la rentrée de septembre, les ouvrages que nous aurons pu acquérir en double trouveront place dans notre nouveau rayon, "livres épuisés".

Bon de commande

Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Localité : _____
 Travail/école : _____

commande les livres suivants et verse la somme correspondante (Prix + port) au compte n°001-1536344-37 de la Librairie Internationale.

Bon à retourner à la Librairie Internationale, 171, bd Lemonnier, 1000 Bruxelles (tél: 02/513 69 07)

Un cadre commun pour unir les communistes du monde entier

Du 2 au 4 mai 1995, plus d'une centaine de représentants de 60 organisations marxistes-léninistes de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique se sont rassemblés à Bruxelles. Cette rencontre a été consacrée à la question de l'unification des communistes du monde entier.

Le débat a été lancé au séminaire de mai 1992, où Nina Andreyeva du Parti Communiste des Bolcheviks de Toute l'Union a présenté un rapport intitulé "L'antistalinisme, le cheval de Troie de l'ennemi dans le mouvement communiste". Elle a fait à cette occasion un appel à la coopération entre les partis marxistes-léninistes authentiques.

Depuis ce premier séminaire, 92 partis et organisations différents ont participé à ces rencontres où les positions les plus divergentes ont été exprimées.

Les 2 et 3 mai 1995, les participants ont

introduit 55 amendements et critiques qui ont été synthétisés dans une version finale du document, soumise à la discussion le 4 mai. La grande majorité des participants au Séminaire International s'est montrée très satisfaite du résultat obtenu. En effet, au cours des séminaires, des positions apparemment inconciliables avaient été exprimées par des partis appartenant aux anciens courants dits "pro-soviétiques", "pro-chinois", "pro-albanais", "pro-cubains" et autres. A travers les débats, un consensus s'est formé sur certains points clés : 1. Le révisionnisme introduit par Krouchtchev en

1956 est la cause fondamentale de l'affaiblissement du mouvement communiste et anti-impérialiste. 2. Gorbatchev a poussé le révisionnisme à ses conséquences ultimes en rétablissant le capitalisme sauvage. 3. Face à l'offensive de l'impérialisme et de la réaction, il est nécessaire que tous les communistes s'unissent. 4. La lutte contre le révisionnisme reste la première tâche pour faire revivre le mouvement communiste révolutionnaire. 5. Il faut vaincre la division, le scissionnisme et le sectarisme. 6. L'unité sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien permettra à tous les partis de s'enrichir par l'échange et le débat.

Bien sûr, des divergences importantes subsisteront encore longtemps, mais les participants ont pris la décision de les traiter d'une façon scientifique et fraternelle.

Ainsi a été adopté un document final qui constitue un cadre commun minimal qui

permet à des partis aux positions parfois assez différentes, de se rencontrer, d'échanger des expériences et des analyses et d'entreprendre des actions communes. C'est un pas important dans l'unification des communistes.

Tous les participants aux séminaires ont rencontré pour la première fois certains partis communistes appartenant à d'autres tendances ("pro-soviétiques", "pro-chinois", "pro-albanais", "pro-cubains", etc.) et dont ils ont hautement apprécié les expériences et les analyses. Après quatre années de discussions, nous savons que le cadre défini de commun accord est le seul qui peut réunir ces différentes tendances.

Pour plus d'informations, contactez le secrétariat national du PTB, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : (32)2 513 77 60 ou fax : (32)2/513 98 31.

Proposition pour l'unification du mouvement communiste international

Introduction

1. L'éclatement de l'Union Soviétique et l'introduction d'un capitalisme sauvage dans ce pays et en Europe de l'Est suite à la politique contre-révolutionnaire de Gorbatchev et d'Eltsine ont marqué un tournant dans la situation internationale. Il s'agit d'une victoire de l'impérialisme et de la réaction.

2. Ces événements contre-révolutionnaires ont exacerbé toutes les contradictions fondamentales dans le monde : la contradiction entre les pays socialistes et l'impérialisme, la contradiction entre les peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et l'impérialisme, les contradictions entre les monopoles et entre les puissances impérialistes et la contradiction entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Les forces de la réaction, du racisme, du fascisme et de la guerre ont entamé une offensive à l'échelle mondiale.

3. Dans cette situation, les partis et organisations fidèles aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme s'efforcent de tirer les leçons des processus contre-révolutionnaires qui ont détruit le socialisme en Union soviétique. Face à l'offensive déchaînée par la réaction, ils ressentent la nécessité de s'unir pour mener une contre-offensive en faveur des intérêts des masses exploitées et opprimées, pour continuer à brandir bien haut le drapeau du socialisme et du communisme et pour redonner à tous ceux qui se battent contre le capitalisme et l'impérialisme confiance dans l'avenir socialiste de l'humanité.

4. Nous avons tracé un cadre minimal commun qui permet à des organisations marxistes-léninistes de différentes tendances de se rencontrer, d'échanger des expériences et des analyses et de prendre des initiatives communes.

5. Ce cadre minimal commun, qui est formulé dans ce document, nous permettra de discuter de façon franche et avec un esprit ouvert les importantes divergences idéologi-



La pensée de Lénine a inspiré tous les mouvements communistes révolutionnaires du XXème siècle. Les révisionnistes - de Krouchtchev à Gorbatchev - ont attaqué et rejeté le léninisme sous prétexte de combattre le "stalinisme".

ques et théoriques et d'aborder les questions actuelles de politique et de tactique. Ce cadre minimal commun permettra par conséquent d'entamer un processus d'unification théorique et politique.

Les anciennes divisions entre partis marxistes-léninistes peuvent être surmontées

1. Depuis 1956, le mouvement communiste international s'est divisé et a éclaté. La ligne

révisionniste adoptée par Krouchtchev est la cause première et principale de la division. Plus tard, le mouvement antirévisionniste s'est divisé à son tour sous l'influence d'attitudes d'ultra-gauche.

2. Aujourd'hui, résultat de la destruction complète du socialisme sous Gorbatchev, la tendance dite "prosoviétique" a éclaté en d'innombrables tendances. Dans les années 60, une tendance dite "prochinoise" s'est manifestée, qui s'est elle-même scindée en plusieurs tendances après la mort de Mao Zedong. Il y a eu le courant dit "pro-albanais", qui a aussi connu des divisions après la chute du socialisme en Albanie, et une tendance dite "procubaine" est apparue,

principalement en Amérique latine. Enfin, certains partis ont maintenu une position indépendante par rapport aux tendances mentionnées.

3. Quelle que soit l'opinion qu'on peut exprimer quant au bien-fondé ou à la nécessité de ces scissions à un certain moment de l'histoire, la possibilité existe aujourd'hui de surmonter ces divisions et d'unir les partis marxistes-léninistes divisés en différents courants.

4. Tous les partis qui sont restés fidèles au marxisme-léninisme sont conscients du fait que le révisionnisme a affaibli et divisé le mouvement communiste international et finalement dégénéré en une trahison ouverte.

5. Après la restauration complète du capitalisme en Union soviétique, tous les communistes doivent admettre que le révisionnisme est l'ennemi idéologique le plus dangereux du marxisme-léninisme. La vie a prouvé que le révisionnisme représente la bourgeoisie au sein du mouvement communiste.

6. Dans le passé, des regroupements de partis et d'organisations se sont produits sur base d'une orientation politique et idéologique spécifique. Au sein de ces différents regroupements, certains partis ont réussi à s'enraciner profondément dans les masses; ils ont acquis des expériences révolutionnaires qui leur sont propres; ils ont réussi à intégrer le marxisme-léninisme à la réalité de leur propre pays. Dans chacun de ces regroupements, certaines organisations ont viré vers l'opportunisme de droite ou de gauche, et ont fini par vivre sans emprise sur les luttes et par disparaître.

7. Dans la situation actuelle, tous les partis restés fidèles aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme ressentent la nécessité de dépasser les anciennes divisions et de s'unir.

8. Les communistes doivent s'unir sur base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme.



Au meeting final de la Fête du 1er Mai du PTB, les délégations étrangères sont accueillies sur le podium par Ludo Martens, président du PTB (milieu).

lisme prolétarien. Lorsqu'il s'agit d'unir au niveau international des partis et organisations marxistes-léninistes ayant des histoires fort différentes, on ne peut pas exiger une unité idéologique au préalable. Nous devons accepter que des divergences, même extrêmement graves, existent sur une longue période, accepter la critique et la contre-critique, tenir compte des intérêts d'ensemble du mouvement et maintenir l'unité. La défense du marxisme-léninisme et la défense de l'unité sont deux aspects d'une politique révolutionnaire conséquente.

Combattre le révisionnisme et défendre le marxisme-léninisme

1. Depuis sa création en 1919, l'Internationale Communiste a bouleversé l'histoire et changé la physionomie du monde. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, en juillet 1920, a adopté des Statuts, les Conditions d'admission, le Manifeste et d'autres résolutions essentielles qui ont défini la spécificité du Mouvement Communiste International face à la social-démocratie. Jusqu'en 1956, il a maintenu son orientation révolutionnaire et son unité; sa force et son influence dans le monde n'ont cessé de s'étendre.

2. Pour réapparaître sur la scène mondiale, le Mouvement Communiste International doit se revendiquer de son histoire commune.

3. Lénine a poursuivi l'oeuvre révolutionnaire de Marx et d'Engels et l'a développée sous les nouvelles conditions de l'impérialisme. Il a énoncé les principes de l'édification du Parti Communiste, élaboré la stratégie et la tactique de la révolution socialiste et les a mises en pratique. Il a dénoncé la social-démocratie comme un courant qui introduit l'idéologie de la bourgeoisie et de l'impérialisme au sein du mouvement de la classe ouvrière. Il a formulé les lignes directrices de la construction socialiste sous la dictature du prolétariat. Il a fondé l'Internationale Communiste et défendu avec fermeté les principes de l'internationalisme prolétarien.

4. Staline a appliqué les principes léninistes et, sous sa direction, le Parti Bolchevik a

transformé un pays arriéré et ruiné en un pays socialiste industrialisé. La collectivisation et la modernisation de l'agriculture soviétique, l'industrialisation socialiste, la révolution culturelle, l'édification de forces défensives puissantes, la victoire dans la guerre patriotique antifasciste, la reconstruction du pays et l'adoption d'une politique étrangère conséquente défendant la paix mondiale et soutenant les luttes anticoloniales et anti-néocoloniales en Asie, en Afrique et en Amérique latine sont des réalisations d'une importance historique et mondiale.

5. Staline a maintenu l'idée que la lutte de classe continue sous le socialisme. Il a souligné que les anciennes forces féodales et bourgeoises ne cessent pas leur lutte pour la restauration et que les opportunistes au sein du Parti, les trotskistes, les boukhariniens, les nationalistes bourgeois et les éléments bureaucratiques aident les classes et les couches antisocialistes à regrouper leurs forces.

6. Khrouchtchev a imposé sa ligne révisionniste au Parti soviétique et à une partie du Mouvement Communiste International. Cette ligne a été formulée dans son rapport au XXème Congrès, dans son rapport secret sur Staline et dans son rapport au XXIIème Congrès.

7. En 1956, Khrouchtchev s'est attaqué à la politique intérieure et étrangère de Staline pour changer la ligne idéologique et politique fondamentale du Parti. Une dégénérescence progressive du système politique et économique s'en est suivie. Les théories de Khrouchtchev sur "l'Etat du peuple tout entier" et le "parti du peuple tout entier" ont conduit à la destruction de la dictature du prolétariat et à la cessation de la lutte de classe contre les forces et influences bourgeoises. La théorie sur "la coopération entre l'Union soviétique et les Etats-Unis dans la lutte pour la paix et la sécurité des peuples" a porté des coups à la lutte anti-impérialiste. Sa théorie sur "la voie parlementaire et pacifique vers le socialisme" a renforcé les courants sociaux-démocrates au sein de plusieurs partis communistes.

8. Brejnev n'a jamais mis en cause le programme révisionniste des XXème et XXIIème Congrès et il a même "développé" les thèses sur "l'Etat et le Parti du peuple tout

entier", en affirmant que la restauration du capitalisme en Union soviétique était désormais impossible. Ainsi, il a détruit toute vigilance révolutionnaire et développé le bureaucratisme, le technocratie, le carriérisme et la corruption. Vis-à-vis des autres partis communistes et des pays socialistes, il a souvent pratiqué une politique d'ingérence et de contrôle.

9. Sous Gorbatchev et Eltsine, le révisionnisme a été poussé jusqu'à ses conséquences ultimes, l'Union soviétique a été démantelée et un capitalisme sauvage s'est instauré.

10. Dans le monde entier, la bourgeoisie célèbre la défaite du socialisme. En fait, nous avons été témoins de la défaite du révisionnisme initié par Khrouchtchev il y a 35 ans. Ce révisionnisme a débouché sur un échec économique complet, sur la capitulation face à l'impérialisme, sur la restauration capitaliste, sur une catastrophe sociale et sur des guerres civiles réactionnaires.

11. Khrouchtchev avait entamé son travail destructeur en affirmant qu'il critiquait les erreurs de Staline dans le but de restaurer le léninisme dans sa pureté originelle. Gorbatchev a fait les mêmes promesses démagogiques pour désorienter les forces de gauche. Mais la critique du "stalinisme" n'était qu'un artifice pour camoufler les attaques contre tous les principes marxistes-léninistes. Après avoir complètement détruit le "stalinisme", Gorbatchev a déclaré ouvertement son hostilité au léninisme et son adhésion à la social-démocratie.

12. La discussion sur l'expérience du PCUS sous Staline doit être relancée au sein du Mouvement Communiste International. L'antistalinisme a été le cheval de Troie de l'anticommunisme, introduit au sein du Mouvement Communiste International.

13. Pendant une certaine période, des divergences continueront à exister quant à l'appréciation des différentes politiques mises en oeuvre par le camarade Staline. Il s'agit de les discuter d'une façon scientifique et dans un esprit révolutionnaire et de classe.

14. En jetant un coup d'oeil sur l'histoire, nous pouvons dire qu'après le XXème Congrès du PCUS, la plupart des partis communistes ont gravement sous-estimé le danger que représentait le révisionnisme propagé par Khrouchtchev.

15. Dans les années 60, ce sont Mao Zedong et Enver Hoxha qui ont le mieux compris le danger du révisionnisme. Ho Chi Minh, Kim Il Sung, Che Guevara et d'autres dirigeants communistes ont apporté leurs contributions à la lutte contre le révisionnisme.

16. A la lumière de la dégénérescence en Union soviétique, il faut émettre une nouvelle appréciation de l'oeuvre du camarade Mao Zedong. En dirigeant la révolution nationale et démocratique et sa transformation en révolution socialiste, dans un grand pays du tiers monde, il a apporté une contribution d'importance mondiale. Mao Zedong a résisté au révisionnisme de Khrouchtchev, puis de Brejnev. Il a dirigé la première tentative historique d'impliquer les masses dans la lutte contre les tendances de dégénérescence au sein du Parti.

17. Différentes opinions subsisteront pendant un certain temps au sein du Mouvement Communiste International sur les mérites de Mao. Il faut les traiter de manière scientifique, en cherchant la vérité dans les faits et dans un esprit révolutionnaire et de classe.

18. La lutte idéologique contre le révisionnisme est une tâche complexe et de longue haleine. Le révisionnisme, qui a détruit tant de partis, ne mourra pas de lui-même. Le révisionnisme de Tito a été critiqué par le Mouvement Communiste International dès 1948. Khrouchtchev, lorsqu'il a développé son orientation opportuniste, n'a fait que reprendre, pour l'essentiel, les thèses révisionnistes du titisme. Si les idées et les thèses révisionnistes ne sont pas critiquées et analysées en profondeur, elles continueront à survivre et le courant liquidateur frappera encore, faisant de nouvelles victimes. La relation entre les lignes de Khrouchtchev et de Brejnev et la politique de Gorbatchev doit être analysée en profondeur ainsi que le développement du processus de dégénérescence, depuis son origine jusqu'à son aboutissement.

19. L'influence néfaste du révisionnisme a provoqué un regain de vigueur de l'idéologie social-démocrate, courant bourgeois, et du trotskisme, courant anticommuniste. La lutte contre les idéologies social-démocrate et trotskiste est une condition pour le développement du mouvement marxiste-léniniste.



Presque toute seule, l'Union soviétique a vaincu le fascisme hitlérien. Cette victoire historique a prouvé la solidité du système social soviétique et la justesse de la politique du parti bolchévik. Depuis 1956, les révisionnistes ont trahi cette oeuvre et permis au fascisme de renaître.

Lutter contre le scissionnisme et maintenir l'unité

1. Khrouchtchev a entamé son oeuvre de destruction de l'unité du Mouvement Communiste International en rompant les relations avec les partis qui s'opposaient à son révisionnisme. Dans certains pays où la direction du Parti communiste a suivi le révisionnisme de Khrouchtchev, les communistes ont eu raison de créer de nouveaux partis marxistes-léninistes.

2. Par la suite, le sectarisme et l'ultra-gauchisme ont conduit à d'innombrables scissions injustifiées. Des divergences d'analyse et d'appréciation, réelles, ont été exacerbées jusqu'à l'antagonisme et la rupture. Des conflits idéologiques et politiques importants se sont manifestés à propos de la Tchécoslovaquie en 1968, du Cambodge en 1979, de l'Afghanistan en 1980, de l'élimination de la tendance autour de Chiang Ching en 1976, de la théorie des Trois Mondes en 1977, de la ligne de Deng Xiaoping au début des années 80, etc.

3. Tous ces conflits étaient importants. Certes, les divergences de fond devaient être clarifiées, mais il fallait prendre son temps et faire des analyses matérialistes et dialectiques, tout en maintenant l'unité entre communistes. Chaque parti aurait dû étudier sérieusement les différents points de vue en présence, formuler son propre point de vue tout en préservant l'unité du mouvement.

4. Chaque parti applique les principes marxistes-léninistes à la réalité présente selon sa propre conception. Personne ne

peut lui demander de faire des concessions qu'il juge de principe. Chaque parti définit sa politique en toute indépendance. Mais cela n'est pas en contradiction avec son devoir de maintenir l'unité du Mouvement Communiste International, puisque cette unité est, elle aussi, une question de principe primordiale.

5. Il existe une ample documentation sur l'habitude de la CIA et d'autres services secrets d'exploiter systématiquement les divergences entre partis communistes. Parce qu'il connaît l'importance de l'unité du mouvement communiste, l'ennemi soutient toutes les tendances centrifuges, appuyant souvent aussi bien le révisionnisme de droite que les positions gauchistes pour précipiter l'éclatement.

6. Maintenir l'unité du mouvement permet à chaque parti d'apprendre plus et plus vite. Non seulement les partis avec lesquels nous avons un accord global peuvent nous apprendre beaucoup, mais aussi les partis avec lesquels nous avons des divergences importantes.

7. D'abord, nous pouvons nous tromper dans notre jugement. Ensuite, l'expérience a montré que nous pouvons tirer profit de certains aspects du travail dans les masses, des expériences, des travaux théoriques, etc. de partis avec lesquels nous avons des divergences. Troisièmement, des divergences fondamentales ne doivent pas empêcher certaines formes de coopération et de luttes communes dans les domaines du racisme, des droits syndicaux, du combat anti-impérialiste, etc.

Quatrièmement. Nous devons tenir compte des évolutions possibles. Certains partis dont nous ne partageons pas tous les points

de vue, ou certaines fractions de ces partis, peuvent évoluer positivement. Enfin, des partis peuvent dégénérer complètement et passer ouvertement du côté de l'ordre bourgeois. Le fait d'avoir gardé des rapports avec ces partis peut aussi nous apporter des leçons utiles par l'exemple négatif.

Propositions organisationnelles

1. Nous avons décidé d'organiser une initiative centrale, commune qui soit réaliste, adaptée à la réalité et aux besoins actuels, pour rassembler chaque année, ou tous les deux ans, tous les partis communistes fidèles au marxisme-léninisme et à l'internationalisme prolétarien. Une telle initiative peut garantir une efficacité optimale et des résultats maximaux moyennant un investissement rationnel en temps et en cadres supérieurs. La plupart des partis communistes, surtout dans le tiers monde, n'ont ni les moyens financiers ni les cadres disponibles pour faire chaque année plusieurs séjours à l'étranger afin d'y rencontrer les différentes composantes du mouvement communiste international.

Les moyens de chacune de nos organisations sont limités. Nous ne pouvons pas réaliser des études en profondeur sur tous les sujets essentiels. Nous ne pouvons faire qu'un certain nombre d'expériences valables par an. Cela veut dire que chacun de nous, pour avancer plus vite dans son travail, doit s'efforcer d'assimiler les meilleurs travaux théoriques et les meilleures expériences pratiques des autres. Ceci aussi plaide en faveur d'une initiative centrale, commune.

2. Dans la situation actuelle, il n'est pas possible de construire une nouvelle organisation internationale sur le modèle de la Troisième Internationale, avec un organe dirigeant et une discipline commune pour tous les membres. L'objectif de base de l'initiative communiste commune est de stimuler les échanges et la coopération.

3. Pour le moment, la forme organisationnelle la plus adaptée de l'initiative commune est celle de séminaires dont le premier but est l'échange des informations, des documents et des analyses.

Grâce à la présentation d'analyses politiques et théoriques et de rapports d'expériences pratiques, les différents partis apprendront à se connaître l'un l'autre et à partager leurs connaissances. Ensuite, des débats sur des problèmes cruciaux ou d'intérêt commun seront organisés.

Troisièmement, la coordination d'actions et d'activités sera organisée sur une base volontaire.

Des résolutions seront élaborées dans un esprit de large consensus. Chaque parti et organisation a le droit de signer ou de ne pas signer une résolution présentée et de participer ou de ne pas participer aux actions ou activités proposées.

Les propositions de résolutions doivent être soumises avant le début du séminaire.

Décisions pratiques

1. Comme la lutte contre l'impérialisme et les agressions impérialistes a pris une importance particulière dans la situation présente, le séminaire de Bruxelles de mai 1996 sera consacré à ces questions. Y seront soumis des rapports sur l'expérience révolutionnaire de certains partis, des analyses sur la stratégie actuelle de l'impérialisme, des résolutions et des propositions d'action. Un groupe de coordination sera mis sur pied pour la réalisation de ce séminaire et des autres tâches formulées d'un commun accord. Les camarades du PTB sont chargés de l'exécution de cette décision.

2. Le séminaire de 1997 prendra la forme d'une conférence internationale du Mouvement Communiste tenue à l'occasion du 80ème anniversaire de la Grande Révolution d'Octobre.

Nous émettons le souhait que cette conférence puisse avoir lieu en ex-Union soviétique et que les partis marxistes-léninistes de l'ex-URSS puissent être associés à sa préparation.

3. L'ordre du jour de la conférence de 1997 comprendra, entre autres, les points suivants.

- L'histoire du Parti Communiste d'Union soviétique sous Lénine, Staline, Khrouchtchev, Brejnev et Gorbatchev, le développement du révisionnisme et l'effondrement final.

- L'expérience spécifique de certains pays de l'Europe de l'Est.

- Lénine et la Révolution d'Octobre.

4. En guise de préparation à la Conférence, au cours de l'année 1995-1996, le groupe de coordination publiera un recueil contenant une série d'analyses, réalisées par différents partis, sur les deux premiers points indiqués.

5. La nécessité se fait sentir d'éditer une revue théorique qui permettra de maintenir le contact avec les différents partis, d'échanger régulièrement des expériences et analyses et d'en débattre. Le groupe de coordination étudiera les possibilités et les modalités d'une telle entreprise.

6. Des organisations révolutionnaires anti-impérialistes qui n'adoptent pas le marxisme-léninisme, pourront être invitées au séminaire de 1996 en tant qu'observateurs.

Crever de faim dans un grenier à provisions

Le quotidien californien Fresno Bee écrivait récemment : «Le développement de la technologie, depuis les récoltes mécaniques jusqu'au triage par rayons lasers et le développement de nouvelles semences, a fait de la Californie un des principaux producteurs mondiaux d'alimentation».

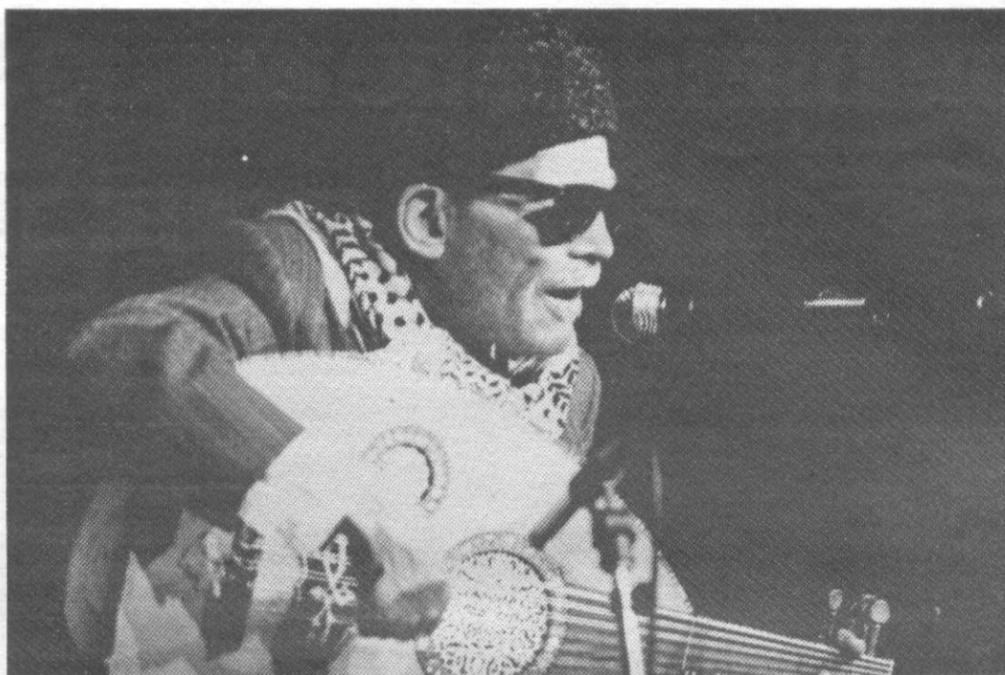
Pourtant, dans un autre quotidien californien, le Los Angeles Times, on apprend que deux millions d'enfants de cette même Californie souffrent de faim. Dans l'ensemble des Etats-Unis, ce sont 30 millions de gens, 10 % de la population, qui souffrent de faim, soit 30 % de plus qu'il y a dix ans. Le capitalisme est capable d'améliorer les méthodes de production, mais celui qui n'a pas d'argent, ne pourra acheter ces produits. Le capitalisme n'est donc pas capable de pourvoir aux besoins fondamentaux d'une part importante de sa propre population. (People's Tribune 12.6.95)

L'Inde

Dix mille victimes de tuberculose par semaine !

La tuberculose était la maladie la plus redoutable au début de ce siècle. Elle tua la moitié ou plus des membres de nombreuses familles, surtout parmi les pauvres. A présent, cette maladie des pauvres resurgit en force.

D'après l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), neuf millions de gens dans le monde en sont morts ces deux dernières années. Soixante millions sont atteints par la maladie. C'est «un problème catastrophique», surtout en Inde. Cette maladie des poumons y touche chaque année 1,5 million de personnes. Etant donné qu'une grande partie des travailleurs souffrent de tuberculose, elle risque de provoquer des «conséquences économiques négatives» dans ce pays asiatique (De Morgen, 16 juin 1995).



Cheikh Imam n'est plus

Le peuple égyptien en deuil du célèbre chanteur

Il chantait pour les peuples opprimés. Il avait passé lui-même des années en prison. Sa musique était interdite en Egypte. Cheikh Imam est mort le 7 janvier, mais sa musique continue de vivre dans les rues du Caire.

Riet Dhont

Cheikh Imam, le célèbre chanteur égyptien, a visité Bruxelles durant un mois, il y quatre ans. Il avait à l'époque 74 ans et chantait pour la Palestine, pour l'Intifadah. Il chantait pour le peuple d'Irak, en guerre contre les forces d'agression américaines. Il chantait aussi pour son peuple d'Egypte, du Caire, où les enfants miséreux vivent dans la rue. Il luttait à travers ses chansons, uni à son camarade de prison Fouad Negm, son poète. Ses concerts au Liban, en Tunisie, à Paris et en Belgique — à la fête du PTB, le 1er Mai

1991 — faisaient vibrer nos coeurs, rire, applaudir et nous incitaient à poursuivre le combat. On ne pourra oublier Cheikh Imam. Le peuple du Caire, des ruelles du quartier El Hgourei, continuera à chanter les chansons de Cheikh, sa chanson sur Salahdin, le libérateur de la Palestine, celle (cynique) sur Valéry Giscard d'Estaing. Cheikh Imam était l'ami de son peuple. Après chaque concert, il partageait l'argent gagné avec les nombreuses familles autour de lui. Lors de son séjour en Belgique, nos amis arabes se battaient pour pouvoir l'accueillir chez

lui, pour l'aider... J'ai reçu un coup de téléphone du patron d'hôtel où nous avions loué un petit appartement pour Cheikh Imam : «Je suis tellement heureux d'avoir pu loger Cheikh chez nous pendant plus d'un mois. Tu sais, il était tellement content de son séjour, avec tous ces amis constamment prêts à l'aider... il vous était très reconnaissant.» A son départ, il nous a offert son luth, une pièce unique. Sanaa et Mustapha, un couple de chanteurs marocains, s'en servent maintenant pendant leurs tournées à travers la Tunisie et les pays arabes.

Vous pouvez commander une remarquable cassette musicale ("Intifadah") de Cheikh Imam que nous avons enregistrée lors de son séjour en Belgique. Prix : 300 frs. A la Librairie Internationale, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. 02/513.69.07

Jacques Chirac, le menteur

Armes nucléaires à rayon limité contre le tiers monde

Serge Thiry

De septembre 1995 à mai 1996, la France veut effectuer huit essais nucléaires sur l'île Mururoa dans l'Océan Pacifique. Lors de la prolongation définitive du traité de non prolifération des armes nucléaires, la France, de même que les autres Etats nucléaires, a promis d'œuvrer rapidement à un traité pour l'arrêt des essais nucléaires. Sur base de cette promesse, des pays notamment du tiers monde, ont approuvé cette prolongation définitive. Ils considéraient le futur traité sur l'arrêt des essais

comme un premier pas vers le désarmement nucléaire.

Cela leur a valu une énième désillusion. La promesse de la France était un mensonge. La France a programmé ces essais nucléaires pour fabriquer une nouvelle génération d'armes nucléaires en miniature. Ces "petites" armes nucléaires visent en premier lieu les pays du tiers monde.

Deuxième mensonge : il n'y aurait plus d'essais nucléaires à partir de fin 1996. Les essais planifiés doivent aussi servir pour des simulations informatiques ultérieures. Ces derniers

remplacent les essais souterrains. De la sorte, la course aux armements nucléaires peut être poursuivie de manière "propre". Le futur traité sur l'arrêt des essais ne sera qu'une boîte vide si les simulations ne sont pas également interdites.

La France veut être un partenaire de poids de l'Allemagne dans la constitution de l'hégémonie européenne. Elle connaît son faible poids économique par rapport à l'Allemagne et joue sur trois atouts principaux pour compenser cette faiblesse : la force de frappe nucléaire, une armée d'intervention néo-colo-

niale (République centrafricaine, Rwanda, Tchad) avec des bases militaires d'outre-mer et la Légion étrangère, enfin les territoires et départements d'outre-mer, qui sont des porte-avions de l'Europe capitaliste dans le tiers monde. En reprenant les essais nucléaires, Chirac envoie le message suivant : les Européens doivent comprendre que la force de frappe française est leur salut face à toutes les "menaces" extérieures : Etats-Unis, Japon, Serbes, révolution. C'est déjà le parapluie nucléaire français qui protège les armées européennes en Yougoslavie.

EN BREF

Russie (1)

Croix gammées et salut nazi

«Depuis le printemps 1994, le nombre de groupes fascistes se multiplie en Russie. Certains se nomment ouvertement national-socialiste, d'autres fasciste, avec croix gammées et salut nazi. Ils ont développé la théorie sur les races de manière "créative" en affirmant que la race russe est la race aryenne la plus élevée. Ils veulent imposer l'"ordre russe" au monde entier et rétablir la Russie dans ses "frontières historiques". Ils sont anti-américains, et étonnamment pro-allemand». (Source : Sergei Grizounov, président du Comité de presse de la Fédération russe, Izvestia, 6.6.95)

Russie (2)

La loi antifasciste reste lettre morte...

Le 23 mars, Eltsine signait un décret présidentiel au titre très éclairant : «Sur les mesures des organes de l'Etat dans la lutte contre le fascisme et autres formes d'extrémisme politique». En six mois, le comité de presse de la fédération Russe a adressé trente avertissements aux rédactions de journaux fascistes. Mais aucun n'a été interdit par la Justice (Izvestia, 6.6.95).

Russie (3)

...sauf contre les communistes !

Victor Anpilov, secrétaire du Parti Communiste Russe des Ouvriers, a lancé à la TV russe un appel contre la guerre en Tchétchénie. Immédiatement, le comité de presse du procureur général a exigé des poursuites contre Anpilov pour "incitation à la guerre civile". Apparemment, seule la deuxième partie de la "loi contre le fascisme et tout autre extrémisme politique" sera appliquée dans la pratique. (Izvestia, 6.6.95)

Tchéchénie

Témoignage sur une guerre criminelle

Témoignage d'Aminat Goenasjeva, habitante du village tchéchéne Samasjki : «Le 7 avril, les commandants russes ont exigé la restitution de 286 fusils automatiques. Mais les combattants avaient déjà quitté le village, nous ne pouvions pas rendre ces armes. Lors d'une réunion, nous avons décidé de tuer notre bétail. La viande nous permit de racheter des fusils automatiques aux soldats russes. Ceux-ci sont toujours affamés. Mais nous ne sommes quand même pas arrivés à obtenir le nombre exigé en si peu de temps. Nous avons demandé un délai d'une semaine. Ils n'ont même pas attendu le temps convenu. Les portes se sont ouvertes et les chars sont rentrés. 18 à 20 hommes ont envahi notre maison. Ils ont renversé les seaux d'eau afin que nous ne puissions pas éteindre l'incendie qu'ils avaient bouté à notre maison.

Plus tard, j'ai été témoin de l'horreur à l'école. Les enfants avaient fui la classe. Les soldats les avaient rattrapés et pendus. Les femmes étaient justement en train de dénouer les cordes. Leurs yeux étaient exorbités. Plus loin, j'ai vu un tas d'os brûlés, restes d'une trentaine d'écoliers.» (Moskovski Novosti, 4.6.95)

Haïti : ce sont les Etats-Unis qui dictent les élections

Scrutin sur fond de mécontentement populaire

Les Etats-Unis avaient imposé des conditions au retour d'exil du président Aristide en Haïti, le 15 octobre 1994, afin de garantir leurs intérêts économiques, politiques et stratégiques dans les Caraïbes. Parmi ces conditions, l'organisation d'élections législatives et locales avait pour but de mettre en place les organes susceptibles de maintenir et renforcer la domination américaine sur Haïti.

Bois d'Orme Letiro

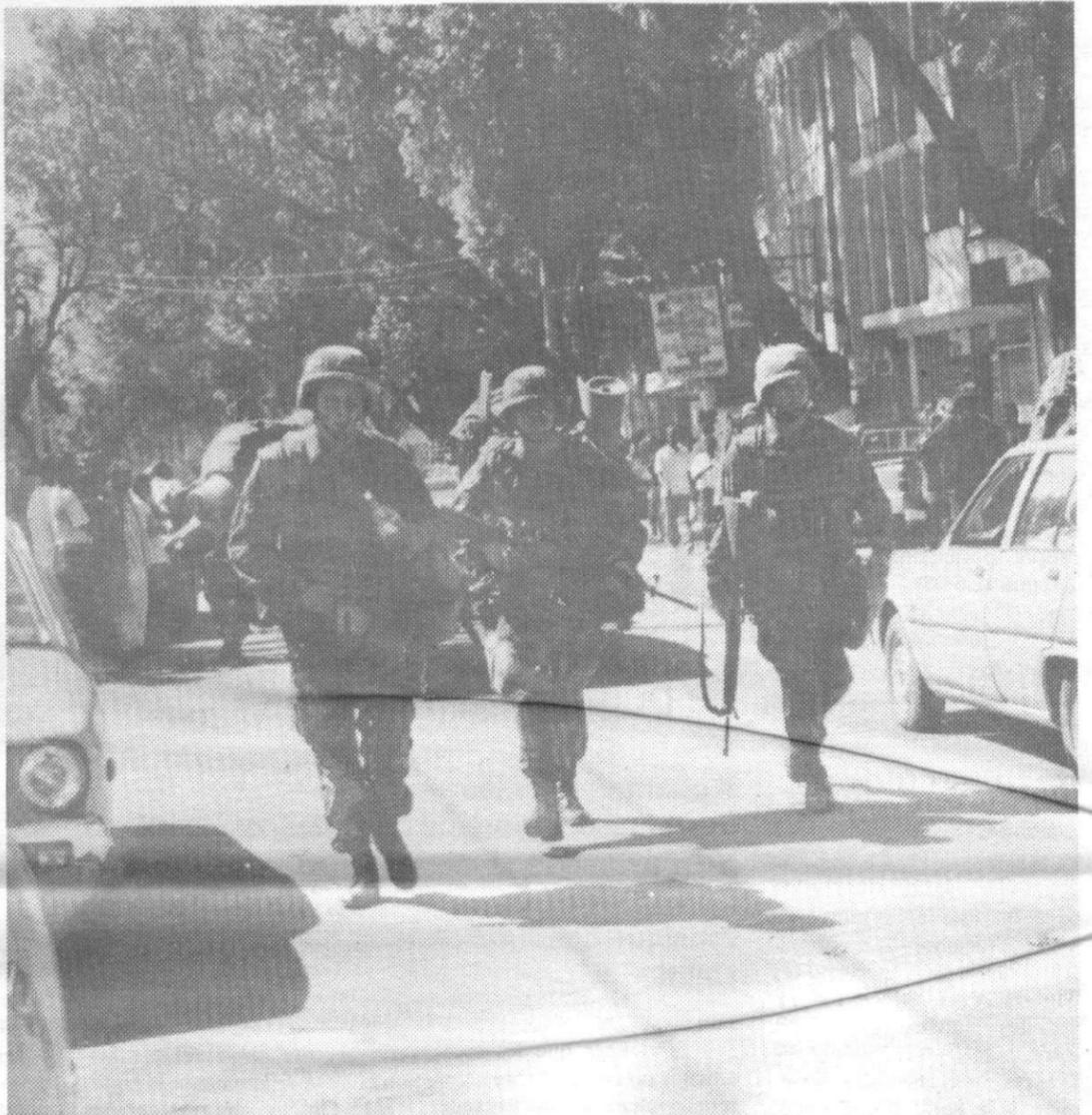
Depuis plus de quatre mois, le gouvernement haïtien, malgré d'immenses difficultés, fidèle à ses engagements envers l'administration Clinton, a tout mis en oeuvre pour la réalisation des prochaines élections. Un Conseil électoral Provisoire (CEP) extra-légal a été formé suite à un compromis entre les représentants de certains partis et mouvements politiques qui, comme le gouvernement d'Aristide, acceptent l'occupation américaine. Une loi électorale a été adoptée par le CEP et des bureaux électoraux érigés dans les neuf départements du pays. Les Etats-Unis et l'ONU se sont portés garants du financement de l'organisation des élections à près de 94%.

La quasi-totalité des partis et mouvements politiques de droite et réformistes ont accepté de participer à la campagne électorale et ont présenté des candidats. Ils se sont tous jetés dans la "bataille" pour gagner des prétendus «espaces de pouvoir» ! Ils ne sont nullement concernés par l'occupation américaine et la perte de notre souveraineté nationale. Seules ont dénoncé ces élections honteuses l'Assemblée Nationale Populaire

(APN, voir résolution sur cette page), Tet Kolé Ti Peyzan et quelques autres organisations...

La campagne électorale en Haïti se déroule dans une atmosphère d'incertitudes, de frustrations et de mécontentements. Le retour d'exil du président Aristide n'a plus comblé les espoirs des masses populaires qui se débattent dans une misère indescriptible. Le peuple a été soigneusement mis à l'écart et ce sont ses ennemis de classe, ceux-là même qui avaient commandité le coup d'état, qui tirent profit de la servilité et de la collaboration du gouvernement Aristide. La terreur macoute et l'insécurité continuent de peser sur l'existence des gens. Les criminels putschistes jouissent de l'impunité. La plupart ont été intégrés dans l'administration et la nouvelle police intérimaire. La politique économique néo-libérale dictée par l'impérialisme américain aggrave la crise et accentue la paupérisation des masses travailleuses des villes et des campagnes.

Contrairement aux vantardises de la propagande officielle, le scrutin du 25 juin n'apportera pas la liberté et la démocratie. Il sera faussé par l'influence américaine et éloignera



Troupes d'occupation américaine : comment dès lors parler d'élections libres à Haïti ?

encore plus la perspective de reconquête de la souveraineté nationale. Le départ des troupes d'occupation, le développement intensif de l'initiative populaire

dans tous les domaines, notamment dans le désarmement des zenglendos (bandes armées) fascistes, la réforme radicale des institutions, des structures socio-écono-

miques et le développement d'un programme national et progressiste, ce sont là des priorités qui peuvent mettre les pendules haïtiennes à l'heure de la libération.

Non aux élections sous l'occupation !

Troisième congrès de l'Assemblée populaire nationale (APN) en Haïti

Traduit du Créole par Bois D'Orme Letiro

Si le gouvernement a pour dieux le néo-libéralisme et l'impérialisme, c'est en revanche sous l'égide de Charlemagne Peralte, héros de la lutte pour la souveraineté nationale tué par les américains en 1919, que s'est tenu le 3ème congrès de l'APN du 25 au 29 mai à Port-au-Prince. Les plus de 500 délégués se sont prononcés sur quatre sujets clés : élections, justice, occupation et privatisation.

Nous déclarons devant l'opinion publique ce qui suit :
Le retour du président Aristide sous la bannière d'une force d'occupation militaire américaine et sa politique de réconciliation trahissent les revendications du 16 décembre 90 et les 3 années de sacrifice et résistance des masses populaires.

Le président Aristide, en qui le peuple avait mis sa confiance afin de l'aider à faire avancer ses revendications, est devenu une marionnette aux mains des forces d'occupation qui le font danser à leur guise.

L'APN rejette la force d'occupation militaire américaine qui, sous les couvertures des Nations Unies, protège les criminels du coup d'Etat du 30 septembre, ruine l'économie du pays et vole les ressources d'Haïti.

L'APN s'oppose au gouvernement Aristide-Michel, parce que sa politique néo-libérale ne cadre pas avec les revendications du vote populaire du 16 décembre 1990. La commission Justice et vérité n'est qu'un bureau de condoléances qui partage l'argent entre les victimes du coup d'Etat et qui distribue des sacs de riz et du sucre pour les acheter. C'est de la

démagogie d'un gouvernement qui refuse de prendre en mains ses responsabilités devant le peuple haïtien.

La politique de réconciliation, cause que le sang du peuple a coulé, est une trahison de la bataille que le peuple mène depuis longtemps pour obtenir la justice. (...)

L'APN décide de travailler pour identifier ces criminels, encourager toutes les victimes ou parents des victimes à porter plainte contre les criminels et aider à trouver d'autres moyens nécessaires pour empêcher que le sang du peuple ne cesse de couler gratuitement.

L'APN déclare qu'aucune élection honnête, démocratique est impossible sous la force d'occupation américaine... et demande à ce que la masse populaire boycotte la mascarade électorale du 25 juin et du 19 juillet 1995, afin de ne

donner aux Américains, à la bourgeoisie collaboratrice et aux petits bourgeois opportunistes aucun prétexte pour continuer la politique de réconciliation avec les macoutes, de vendre le pays à nos dépendants.

L'APN demande au peuple de siffler, de huer les candidats macoutes et la bourgeoisie opportuniste collaboratrice qui se préparent à prendre le pouvoir et à appliquer le plan de la mort signé FMI-Banque Mondiale. Un plan de la mort qui continue de plonger les Haïtiens dans les bas fonds et qui va croître la misère, la faim, le chômage, l'insécurité et la répression.

L'APN a déjà mis en marche une campagne de motivation et de mobilisation dans les quatre coins du pays, partant des habitations en passant par des bourgades pour

atteindre la ville dans les quartiers populaires. Il faut que tous les Haïtiens qui se situent dans le camp du changement soient au courant du dégât réalisé par le plan du FMI/Banque Mondiale va effectuer dans le pays.

L'APN décide de travailler avec toutes les organisations progressistes, tous les démocrates conséquents qui décident de mener une bataille politique pour contrecarrer le plan de la réconciliation avec les macoutes, de vendre le pays de Dessalines et de Charlemagne Peralte. (...)

A bas la réconciliation avec les macoutes ! A bas le plan, de la mort FMI/ Banque Mondiale ! A bas l'occupation américaine ! Justice, désoccupation, désarmement avant élections !

Port-au-Prince le 28 mai 1995

«Je peins pour aider les gens d'Haïti»

Benela Desauguste, un peintre qui aime son peuple et qui le sert

Quand Benela Desauguste parle d'Haïti, c'est au présent. Que ce soit comme peintre ou comme membre du comité de vigilance de son quartier, il est toujours là-bas, parmi son peuple, comme s'il ne l'avait jamais quitté.

Françoise Thirionet

Tu étais peintre du quartier, qu'est-ce que cela représente en Haïti ?

Benela Desauguste. Haïti veut redevenir un pays où le peuple puisse vivre librement. Pour les artistes, qui apportent beaucoup de choses au peuple, c'est aussi très important d'avoir au moins la liberté de s'exprimer, par la peinture, les images, pour démontrer aux gens ce qu'ils doivent faire. Je fais des slogans, des graffitis, des dessins sur les murs du quartier. Le comité de quartier discute du mot d'ordre. A moi de voir comment je vais le représenter. Je ne peux pas les exprimer en écriture, c'est trop flagrant, et puis beaucoup de gens ne savent pas lire, on ne peut pas faire de tract. Donc, je fais des dessins. C'est à moi "d'impressionner" par dessin ce qui a été dit, pour transmettre le message aux gens du quartier. Je me souviens avoir dessiné un macoute qui tabasse un homme par terre. L'homme avait les mains liées mais le macoute le tabassait quand même. Au dessus il y avait le "coq qualité", qui voulait dire : il faut arrêter cela. Je peins à toutes les heures, le jour, la nuit. Il y a des gens qui surveillent et qui avertissent.

J'ai entendu parler des "brigades de vigilance" dans les quartiers, peux-tu m'expliquer ce que c'est ?

Benela Desauguste. Je suis de Carrefour Feuilles. C'est un quartier où le peuple a été très traumatisé. Il y a eu beaucoup de morts depuis 86 et la chute de Duvalier. Notre quartier est l'un des premiers à avoir mis sur pied une "brigade de vigilance". Quand la nuit tombe, les escadrons de la mort, les militaires arrivent dans les quartiers et tirent ou volent. Alors tous les gens du quartier se regroupent, et à au moins un kilomètre, il y a déjà des guetteurs qui les voient et annoncent leur arrivée. On monte sur les toits des maisons, on se couche et on passe toute la nuit comme ça, à surveiller. A la moindre alerte, on commence à frapper dans les poteaux, des marmites, des boîtes de conserve, on fait du bruit. Cela



Benela Desauguste : «Un peintre haïtien, c'est quelqu'un qui est très soucieux de son pays.»

commence dans le quartier, puis ça avance petit à petit et il y a un bruit partout dans le pays, pour annoncer que les escadrons de la mort sont à l'oeuvre. Alors, les filles, les mamans, ceux qui ne peuvent pas rester dehors, tout le monde se lève, sort et commence à taper. Ensemble, on est fort. L'armée ne nous voit pas dans la nuit, alors ils hésitent. Il y a aussi des cailloux qui partent de partout.

Comment es-tu venu à la peinture ?

Benela Desauguste. Je suis d'origine paysanne. J'ai commencé à dessiner à l'âge de 8 ans. J'ai commencé à la peinture à l'huile, sur toile, à l'âge de 12 ans. J'avais un oncle qui était peintre. J'ai essayé de faire des choses par moi-même, j'ai beaucoup travaillé. J'avais aussi quelques livres sur certains artistes. J'ai ainsi appris pas mal de techniques. Mais je n'ai pas fait les beaux-arts ni l'école de peinture.

J'ai participé à plusieurs expositions, notamment à l'Institut français d'Haïti, contre l'apartheid. Mes peintures sont des peintures engagées.

As-tu toujours conçu ta peinture comme étant au service du peuple ? Ou est-ce venu petit à petit ?

Benela Desauguste. Au départ, cela n'a pas été comme ça. Mais c'était la seule façon par laquelle je pouvais aider les gens. C'est tout ce que je pouvais offrir dans le quartier. J'ai quitté le pays en avril 1994. On m'a arrêté. Mes parents m'ont fait libérer sous caution.

J'avais été surpris à faire des dessins et pris en flagrant délit. C'était le 6 février 1994, la veille de la date anniversaire de l'arrivée d'Aristide au pouvoir. C'est un jour où on travaille beaucoup, on prépare. Les militaires ne veulent pas ça. Pour mon pays, ici, je ne peux pas faire grand chose. Tout ce que je peux faire, à travers ma peinture, c'est faire passer

beaucoup de messages. Faire des expositions, envoyer du matériel... Un peintre haïtien, c'est quelqu'un qui est très soucieux de son pays.

Si vous voulez voir les toiles de Benela Desauguste, il expose à «Artisanal Décor», chaussée de Wavre, 113 à Bruxelles, du 17 juin à la mi-juillet. Vernissage le 17 juin de 18h30 à 22 h.



La domination. «les tontons macoutes, la domination de l'homme par l'homme et la domination du monde par les grandes puissances, la domination par l'argent.»

AGENDA

Bruxelles

16 - 23 juin, jours ouvrables 11 h 30 - 14 h. "Kurdistan, le péril et l'errance", exposition de photos. Maison de Quartier "Chambéry", 24 rue Chambéry, Etterbeek. Org. Louis-Paul Boonkring. Tél. 02/230.37/67.

17 juin - mi-juillet

Exposition du peintre haïtien Benela Desauguste à la galerie Artisanal Décors, chaussée de Wavre, 113.

24 juin

Dans le cadre de "Bruxelles en Couleurs", fête de quartier à Anderlecht, Place Jorez. Infos : 02/527.10.82 (Azedine Lahmiri)

27 juin, 20h30

Le P'tit Ciné présente : documentaires de Storck / Ivens. Espace Delvaux, place Keym, Boisfort. Notamment : "Histoire du soldat inconnu", "Misère au borinage". Prix : 160 F. Infos : 02/376.78.21.

Mouscron

24 juin, 14 h.

"Portes ouvertes sur le monde... sur le tiers monde". Institut Communal Secondaire, 65 rue de France, Dottignies. Org. : élèves Icest en collaboration avec notamment LAI, Médecine pour le Tiers Monde, OXFAM. Infos : 056/48.83.93.

Braine-le-château

1 juillet, 16 h.

"Fête anti-fasciste", couscous et barbecue. Aux Arbrelles, Vieux Chemin de Nivelles 21. Organisation : PTB-UA. Repas sur réservation. Tél. 02/355.52.34.

Annonce publicitaire

Au **Centre International**

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513 79 41

Jusqu'au 28 juin

Entrée libre

EXPOSITION

J'avais 20 ans en 1945... et j'étais soldat soviétique ou partisan



Ouvert de 12 à 18 h, du mardi au samedi. Réalisée avec du matériel, aimablement mis à disposition par le FRONT DE L'INDÉPENDANCE et l'ARMÉE BELGE DES PARTISANS.

Sam 24 juin, à 18 h

Entrée libre

Apéritif Poétique

Les poètes et le soleil

Richard ADEOLU, Roger AVAU, Wilfried DE BOECK,

Arianne François DEMEESTER, Hugues DRAYE, Marianne FLANDRE, Maurice FLANDRE, Marcel HENNART, Raúl HOULSTAN, Bila KWANDULA, Patricia LASOEN, Manou MAURET & Jean-Claude VAN OVERSCHELDE, Mark MEEKERS, José MOINAUT, Sonja NYS, Myriam PREVOT, Willem M. ROGEMAN, Karel SERGEN, Joaquín SILVA, Stefaan VAN DEN BREMT, Martine VANDENHEYDEN, Emily VANDERHULST, Nicole VAN OVERSTRAETEN, Evelyne WILWERTH, Rik WOUTERS.

Musique: BRASAS

Les Rolling Stones : une manne pleine de fric à Werchter

Malgré leur image de rebelles, ils sont les meilleurs amis de la bourgeoisie

Un bonne nouvelle ! Durant le week-end du 24 et 25 juin vous aurez la maison pour vous tout seuls et vous pourrez fêter à votre guise. Car les parents ex-soixante-huitards se réuniront tous à Werchter pour y remémorer le passé. Ils y accueilleront notamment les Rolling Stones, ce groupe de non-conformistes presque à l'âge de la retraite, mais jadis idoles de la jeunesse rebelle et révoltée.

John Tavernier

Pendant trente ans, les Stones ont réalisé un tas de chansons de qualité qui ont fait la joie des jeunes dans les années 60 et 70. Mais leur succès est avant tout le fruit d'une machine promotionnelle bien huilée. L'actuelle tournée mondiale "Voodoo Lounge" en est la consécration.

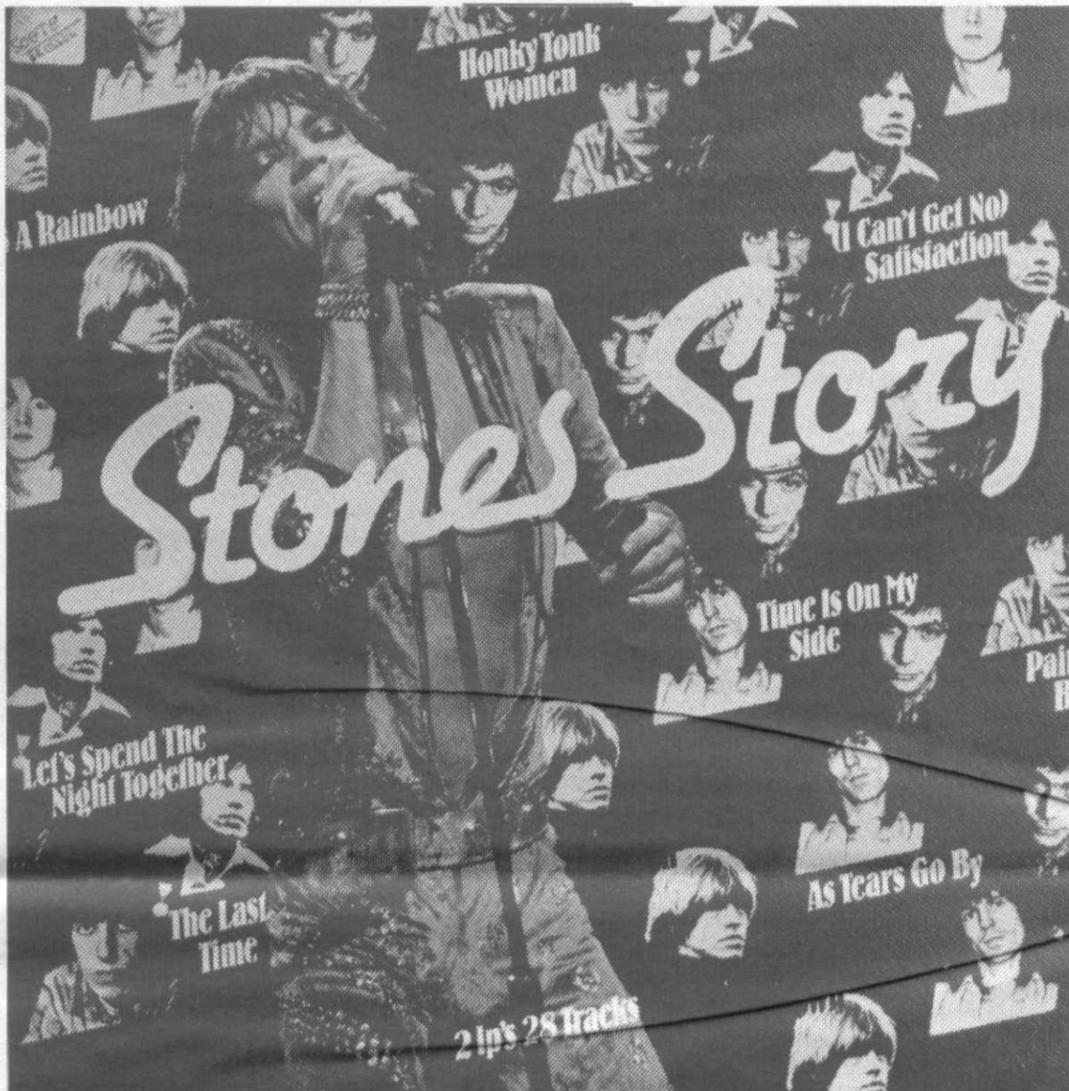
Du club londonien "Marquee" à Werchter

Le récit des Stones commence en juin 1962 sur la scène du club londonien légendaire "Marquee", où le groupe joue son premier concert. Leur musique va à l'encontre de celle à la mode en Angleterre à l'époque. Ils apportent un rock & roll cru basé sur les rythm & blues et les Chicago-blues de Muddy Waters. Lorsque leur premier disque paraît, une année plus tard, les Stones sont au complet : Bill Wyman à la basse, Charlie Watts à la batterie, Brian Jones et Keith Richards à la guitare et Mick Jagger comme chanteur. En un an, les cinq artistes parviennent à se hisser au sommet et leur chanson "It's all over now" est le début de la plus grande carrière dans l'histoire du rock. En 1965, leur première tournée mondiale les conduira aux Etats-Unis via l'Australie et l'Extrême Orient. C'est la reconnaissance internationale. Durant les années qui ont suivi, les Stones se maintiennent au centre de la scène mondiale en enchaînant les hits. Lorsque le succès de leur musique risque de faiblir, intervient toujours un scandale de drogue, une affaire judiciaire ou une romance fracassante pour les relancer sur la scène internationale. Leur image de rebelles aux cheveux longs qui font fi des convenances et des lois répond parfaitement à l'air du temps. Aussi seront-ils le symbole du mouvement de protestation de la fin des années soixante. En 1969, le rêve s'effondre brutalement. Le 3 juillet, Brian Jones est retrouvé mort dans sa piscine. Mais le désastre survient le 6 décembre, lorsqu'un concert des Stones à Altamont se termine par une orgie de violence, pendant laquelle le service d'ordre composé de Hell's Angels assassine de manière sadique un jeune noir de 18 ans. C'est le désenchantement pour d'innombrables fans des Stones. Ceux-ci parviennent néanmoins à

reprandre leur élan dans les années septante. Brian Jones est remplacé par Mick Taylor et à partir de 1974 par Ron Wood, le guitariste des Faces. Le groupe trouve sa vocation dans les effets de scène et entreprend des grandes tournées mondiales. Leurs disques reprennent des éléments de reggae et de disco à la mode à cette période. Cela leur apporte d'énormes succès de caisse. La cohésion du groupe semble s'effriter et les disques produits par les membres du groupe individuellement se multiplient. Mais le groupe survit et ses disques se soldent toujours par des succès financiers. Les tournées sont de plus en plus importantes et musicalement, les Stones se maintiennent à un niveau élevé. Leur récent CD "Voodoo Lounge" démontre que ces jeunes presque à l'âge de la retraite ont gardé tout leur punch.

Le luxe mondain plutôt que les barricades

Tous ceux qui se révoltaient tant soit peu contre l'ordre établi se reconnaissent dans les Rolling Stones. Mais leur image de rebelles est plutôt le fruit de leur stratégie de marketing que de leurs positions politiques. «La seule caractéristique rebelle des Stones est leur capacité de remplacer un succès commercial par un autre», remarque Simon Frith, sociologue reconnu de la culture rock. (1) Par ailleurs, les Stones préféraient de loin la fréquentation des milieux mondains de la grande bourgeoisie britannique aux barricades. Ils étaient les invités favoris des fêtes de personnalités de tout genre. Pendant que les jeunes de leurs temps préparaient des manifestations, en fredonnant la chanson "Street fighting man", les Stones se préoccupaient de drogue et de sexe. Bien qu'on les identifiait au mouvement contestataire, ils entretenaient des liens étroits avec la classe politique. Un exemple frappant est l'amitié entre Jagger et la princesse Margaret. Depuis qu'il a acheté en 1971 une propriété dans l'île Mustique dans les Caraïbes, il est le voisin de la princesse. En 1977, les Stones ont même pu inscrire la femme d'un premier ministre à leur palmarès, lorsque Margaret Trudeau, épouse du premier ministre canadien, a rejoint le groupe. Dans son livre sur la musique pop à caractère politique, Robin Denslow consacre seulement trois



Le parcours des Stones : des tas de bonnes chansons mais surtout depuis vingt ans, une solide politique de marketing.

pages au rôle des Stones. (2) Leur principal acte de bravoure est l'apparition de Mick Jagger pendant une manifestation contre la guerre du Vietnam en mai 1968 sur le Grosvenor Square à Londres. Conduit dans sa Bentley jusqu'à l'ambassade américaine, il avait posé devant les caméras, distribué des autographes et jeté symboliquement quelques pierres en direction de l'ambassade. Mick Jagger nourrissait des ambitions politiques à l'époque. Star rock reconnue, il avait ses entrées dans les milieux de la haute bourgeoisie britannique. Il avait néanmoins l'impression de ne pas vraiment être pris au sérieux. Un siège au parlement pouvait changer cela. Tom Driberg, ancien président du parti travailliste qui, à plusieurs occasions avait pris la défense des Stones au parlement, avait tenté de le gagner pour son parti. Jagger ayant refusé, Driberg a même essayé en vain de créer un nouveau parti. (3) Bien que les véritables motifs de Driberg ne soient pas connus, il est probable qu'il espérait utiliser la star dans le but de canaliser les tendances révolutionnaires parmi les jeunes. Lorsque vingt ans plus tard, les Stones réapparaissent sur la scène politique, ils se placent ouvertement dans le camp de la contre-révolution. Ils sont les premières stars internationales à prospecter de nouveaux marchés après l'effondrement des régimes commu-

nistes de l'Est. A l'invitation personnelle du président tchèque Vaclav Havel, ils font une représentation à Prague le 19 août 1990. Sur les affiches figurait le slogan : «The tanks are rolling out and the Stones are rolling in» (Les chars s'en vont, les Stones arrivent).

Ce sont surtout les sous qui "roulent" !

Les années soixante n'ont pas apporté un succès financier foudroyant. Ce n'est que dans les années septante que la situation a changé, lorsque Jagger a pris les choses en main en s'entourant d'une meute d'hommes d'affaires rusés. Depuis lors, les Stones sont une entreprise commerciale plutôt qu'un groupe rock. Surtout depuis les années 80, chaque apparition des Stones a fait rouler des masses d'argent. Leur tournée "Steel Wheels" de 1990 a rapporté la coquette somme de 98 millions de dollars et la tournée "Voodoo Lounge" la surpassera sans doute encore. On évalue la recette de cette nouvelle tournée à quelque 300 millions de dollars, soit 9 milliards de francs. (4) Environ 200 personnes sont engagées à temps plein pour l'organisation de la tournée et soixante camions font sans cesse la navette. Le sponsor Volkswagen a investi une forte somme (dont le montant est inconnu) pour lier son nom à

l'événement.

Le fait que les Stones flairent les bonnes affaires s'est encore manifesté à l'occasion de leur tournée au Japon. Ils ont spéculé sur le faible cours du dollar en se faisant payer en yens. La chute prévisible du dollar pendant leur tournée a ainsi augmenté leur bénéfice de 2 millions de dollars. (5) Ils ne laissent rien au hasard et s'assurent que chaque note qu'ils jouent remplit les caisses. Les Rolling Stones ne dédaignent pas les magouilles fiscales. Le fisc espagnol tente toujours de récupérer les 240 millions de dollars qu'ils ont mis en poche durant leur dernière tournée en Espagne. Dans ce domaine, les Stones bénéficient des services précieux de la banque néerlandaise Mees Pierson qui détient des agences dans quasi tous les paradis fiscaux de la planète. (4) Manifestement, un rolling stone dans la cinquantaine a d'autres intérêts que le sexe, la drogue et le rock & roll.

(1) Simon Frith, Rock ! Sociologie van een nieuwe muziekcultuur, Elsevier, 1984, p. 81. (2) Robin Denslow, When the music's over, The story of political pop, Faber and Faber, 1989, p. 97-100. (3) Christopher Andersen, Jagger ongeautoriseerd, In den Toren, 1993, p. 179-182. (4) De Financieel-Economische Tijd, 3/12/94. (5) De Morgen, 11/4/95.

Schaerbeek, pas comme à la télé

Quinze agents en civil : encore plus d'insécurité dans le quartier !

Schaerbeek, commune bruxelloise, ne cesse de faire la une des journaux télévisés ces derniers temps. La police et la gendarmerie y jouent des mécaniques. Les flics sont présentés comme des sauveurs, des garants de la sécurité. Dernière invention : quinze agents en civil.

Riet Dhont, Bruno Bauwens

Les quinze agents en civil patrouilleront dans les rues, en jeans usés, armés de petits revolvers, avec de petits émetteurs invisibles dans les oreilles. «Ils sont en premier lieu entraînés à tirer. Ce sont nos meilleurs tireurs», dit le commissaire de police Johan De Mol. Ils ont été formés chez big brother, aux Etats-Unis. Qu'en pensent les jeunes ? Pour le savoir, nous nous sommes promenés dans les quartiers de Schaerbeek.

Ont-ils laissé tout pourrir exprès ?

Mohammed et Abdel habitent près de la gare de Schaerbeek. «Notre quartier est le prochain qu'ils passeront au peigne fin. Ils installent des postes d'observation. Ils paient des habitants pour qu'ils placent une caméra derrière leur fenêtre. Contre qui est orientée cette terreur ? Contre les jeunes qui dealent effectivement de la drogue dans le quartier. Nous sommes contre le trafic, nous essayons d'écarter nos frères du danger de la rue. Mais pourquoi

ces garçons dealent-ils ? Chaque jour, on voit à la télé des réclames pour des Nikes super-chères, pour des trainings... tout cela coûte un fric fou. Et il n'y a pas de travail. Dons, ils essaient de gagner facilement de l'argent. Mais ceux qui les approvisionnent, eux, on les laisse en paix. C'est totalement illogique. Tous ces trafiquants sont connus dans le quartier depuis des années. Au lieu d'arrêter le processus dès le début, ils laissent pourrir le quartier et les jeunes et détruire toute une génération. J'aimerais vraiment faire quelque chose : rassembler les enfants après l'école, les aider à faire leurs devoirs. Tu sais, le parc La Croix, où les enfants pourraient jouer, il est maintenant entièrement clôturé, coupé de la rue.»

Dans la rue, nous nous arrêtons devant un magasin à louer. Ce serait pas mal d'y ouvrir une sorte d'école de devoirs...

Personne ne se fie plus à personne

Nous rencontrons Mustafa, Ali et Rachid sur la Place Lehon. «Il y a juste un mois, jour pour jour, la



Un beau terrain de jeux, mais hermétiquement fermé. Les enfants doivent jouer dans la rue parmi les rats.

poilce de Schaerbeek a bouclé le quartier. C'était un mercredi midi, tous les jeunes rentraient de l'école. Les agents ont enfoncé deux portes d'entrée, des jeunes ont été emmenés, menottes au poing. Tout avait été bien préparé, depuis des mois. Ils avaient placé des caméras, acheté des jeunes pour dénoncer. A la longue, personne ne se fie plus à personne. Et s'ils commencent maintenant à envoyer des flics en civil, ce sera encore pire. Nous ne savons pas s'ils ont trouvé de la drogue dans le quartier ? En tous cas, une quinzaine de gars sont toujours enfermés.»

Au coin de la rue Josaphat et de la rue Philomène, nous buvons un thé avec un jeune : «La semaine passée, ils ont fait une razzia pour attraper Turgut, un trafiquant présumé (voir Solidaire de la semaine passée). C'était terrible. A quatre heures du matin, ils ont pénétré de force dans des maisons. Le père d'un de mes amis a été emmené, menottes aux poings. Cet homme n'avait rien fait. Un petit garçon a été menotté sur son lit. Ils

habiter ici. Ils veulent partir, quitter le quartier, retourner au Maroc. Que faire alors de nous ? Notre frère ou notre soeur aîné devrait alors rester pour s'occuper de nous.»

Fatima, une mère au foyer, sort de chez elle. «C'est très difficile de vivre ici. Les jeunes deviennent fous. Ce matin, les policiers sont venus sonner à toutes les portes à quatre heures. J'ai eu une de ces frouses... J'ai pensé qu'il y avait le feu. Mon mari a trébuché, il s'est cassé un orteil. J'ai eu de la chance, mes enfants n'ont pas été emmenés. Ici, dans le bloc, ils ont emmené deux garçons et les ont gardé jusqu'au soir. Pourquoi une telle terreur ici, dans toutes nos familles ?»

Insécurité à Schaerbeek ? Bien sûr. Mais cette insécurité vient de la police et de la gendarmerie qui rendent les quartiers invivables avec leurs razzias, leurs agents à la gâchette facile, leurs caméras... Ce sont aussi les grands dealers qui font l'insécurité dans les quartiers, qui viennent livrer leur marchandise aux petits, qui nouent les deux bouts en dealant aux coins des rues. Le commissaire de police Johan De Mol a sans doute déjà oublié qu'un de ses prédécesseurs, Willy Medard, est toujours en fuite, avec 300 millions de francs provenant du trafic de drogue. Dans le Soir du 14 juin, on pouvait lire qu'une bande de trafiquants de cocaïne a été démantelée à Bruxelles. Elle était dirigée par un flic de Bruxelles et sa femme, flic elle aussi. On ne cite pas leurs noms. Alors que les noms des immigrés arrêtés à Schaerbeek sont mentionnés en long et en large dans la presse...

Veux-tu mieux connaître Schaerbeek ?

Veux-tu aussi parcourir les rues et noter de tels récits ? Veux-tu découvrir la vraie vie à Bruxelles, la photographier, pour illustrer ces témoignages ? Veux-tu donner un peu de ton temps, de ton engagement, pour jouer avec ces jeunes, avec ces enfants, dans ces quartiers ? C'est possible en participant à la Semaine de la Convivialité

organisé par l'asbl Parole aux Jeunes. La Semaine de la Convivialité, c'est une semaine de reportage, c'est vivre une semaine à Bruxelles, Schaerbeek, Molenbeek, du 31 juillet au 5 août.

Participation aux frais : 2.500 F. Pour plus d'informations appelez le 02/513.10.95.

Pas de leçons ennuyeuses

Université d'été pour jeunes

Filip Peers

Non, l'université d'été pour jeunes n'est pas ennuyeuse. Elle a lieu du 28 juin au 2 juillet, sur le thème «Fascisme, racisme, capitalisme, corruption, chômage. Oui, il y a une alternative.» Outre les vidéos, les témoignages, les exposés, nous allons faire des interviews d'ouvriers, de chômeurs, de malades. Nous écouterons l'histoire de Jos, rendu malade par un travail malsain. Ses frais d'hôpitaux

s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de francs. Pour pouvoir payer cette note, il doit vendre sa maison. En Belgique, il y a des centaines de milliers de Jos. Deux Belges sur dix vivent dans la misère. Le premier jour de l'université, nous écouterons ces ouvriers, chômeurs, malades qui ressentent jour après jour ce que signifie la crise. Et nous analyserons d'où vient cette misère, ce chômage, cette crise. Naturellement, nous prévoyons

aussi les moments de détente nécessaires : chaque jour du sport et le soir, un jeu de nuit, une boum, des témoignages... Vous y rencontrerez des tas de jeunes qui, comme vous, sont dégoûtés du fascisme et recherchent une alternative.

Inscrivez-vous donc en renvoyant le bon. Participation aux frais : 2.000 F (tout compris). L'endroit où se déroule cette université d'été vous sera communiqué après inscription.

Je participe

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Code postal et commune : _____

Tél. : _____

Adresse du kot et tél : _____

Age : _____ École/unif/école supérieure et faculté : _____

Je veux plus d'information sur les activités de Rebelle et de MML
 Je veux recevoir Solidaire gratuitement et sans obligation pendant 5 semaines

Je veux participer :

à l'Université d'Été (du 28 juin au 2 juillet)

ci-joint 500 F d'acompte.

et verse 500 F d'acompte sur le compte 001-0590845-94 de Rebelle.

au camp sous tente de Rebelle (21 au 28 août)

ci-joint 500 F d'acompte.

verse 500 F d'acompte sur le compte 001-0590845-94 de Rebelle.

Pionniers :

Je veux participer au camp des Pionniers (12 au 20 juillet) prix : 3000 F/2500 F à partir du second enfant.

Je veux plus d'informations sur le projet "SOS-Enfants d'Irak"

Je suis prêt à soutenir le projet financièrement et je verseF sur le compte 068-0872840-61

Je veux donner un coup de main au camp des Pionniers

Ci-joint ...F (+30 F de port) pour le matériel commandé et comme soutien (pas de monnaie svp)

Bon à renvoyer à Rebelle/MML, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02/513.77.60).

EN BREF

Campagne de soutien : déjà 1.650.000 francs !

La campagne électorale nous a coûté 2 millions. Nous poursuivons donc la campagne de soutien jusqu'à ce que nous ayons récolté les 350.000 francs qui manquent encore.

Vous pouvez nous aider à les rassembler :
 ♦ Achetez une carte de soutien. Elles vous sont proposées pendant nos actions de propagande en rue, sur les places.

♦ Versez votre contribution sur le compte 001-1151486-75 du Fonds de Soutien PTB, avec la mention "Élections".

□ **Anvers.** Cartes de soutien 2.100; S.E.M. Malines 200; R.V. Zoersel 2.000; E.D.W. Malines 3.000; J. et R. Malines 1.000; K. et M. Malines 700; F.S. Malines 2.000; P.L. Zoersel 200; M.L. Malle 1.000; propagande Malines 100; Anvers 190; syndicaliste Schelle 1.000; soutiens anonymes 1.000; VK-Anvers 621; avocats De Bres-Deurne 2.000; P.B. Borgerhout 200; R.V.D.B. Deurne 100; M.B. Deurne 200; C.V.D.W. Brecht 200; R.V.D.B. Edegem 200; J.V.D.V. Deurne 200; VK-Gevaert 360; anonyme Hoboken 600. Total : 19.171 frs.

□ **Brabant.** Cartes de soutien 9.760; sympathisant Louvain 1.000; K. Louvain 1.000; L.M. Saint Nicolas 2.000; A.B. Schaerbeek 1.000; meeting électoral Bruxelles 230; A.L. Schaerbeek 300; CIC-Bruxelles 5.100; J.B. La Hulpe 2.000; N. Schaerbeek 1.000; J.V.D.F. Vilvorde 2.500; M. Bruxelles 1.700; Sabena-Bruxelles 500; M.G. Braine-le-Château 400; P.D. Wilsele 2.000; S.D. Bruxelles 26.000; J.P. Jodoigne 500; J.B. La Hulpe 8.000; L.V.D.B. Borgerhout 500; P.S. Bruxelles 370; L.N. Louvain 2.500; S.H. Holsbeek 2.000; J.V.H. Braine-le-Château 2.500; D.V. Louvain 500; L. Schaerbeek 1.000; L.A. Holsbeek 4.000; F. Bruxelles 500; D.P. Leuven 1.000; B.S. A-W- 200; F. Anvers 1.000; anonyme Louvain 3.000; B.M. Diest 5.000. Total : 89.060 frs.

□ **Limbourg.** Patients MPLP-Genk 280; patients MPLP-Lommel 400; F.V. Hoeselt 500. Total : 1.180 frs.

□ **Liège.** MPLP-Herstal 565; propagande Verviers 100; soutien 265; J.H. Liège 1.500; R.D. Liège 500. Total : 2.930 frs.

□ **Flandres.** E.V.A. Gand 2.000; T.B. Gand 100; D.C. + M.V. Gand 3.000; D.H.M. Zelzate 900; propagande Menin 50; sympathisante Courtrai 1.000; D.C.-H. Lochristi 1.000; cartes de soutien 4.900; B.D. Hélécine 500; V.D.B.B. Gand 1.000. Total : 14.450 frs.

Total liste 14 : 126.791 frs.

Total des listes : Anvers 401.333; Brabant 433.578; Hainaut 103.508; Limbourg 153.489; Liège 176.526; Flandre 305.502; national 77.230.

Nouveau total : 1.651.166 frs.



Préparer la résistance contre le Plan global bis

Le 12 août, Café syndical à Bredene

Le PSC/CVP et le PS/SP ont concocté ces dernières semaines un nouveau plan global. Au cours des journées de rencontre avec le PTB à Bredene, nous préparons la riposte à ces nouvelles attaques. Dans ce but, nous avons organisé le Café syndical dont voici le programme.

Joris Van Gorp

Le Café syndical aura lieu le samedi 12 août de 13h30 à 18h.

13h30 - 14h
L'analyse globale de la déclaration gouvernementale par Kris Hertogen, de la section syndicale du PTB.

14h - 14h45
Les droits syndicaux. Le grand capital veut que le nouveau gouvernement continue à démanteler les droits syndicaux. Par ce biais, le grand capital veut rendre impossible la lutte contre les nouveaux plans. Un avocat précisera les plans de Dehaene et Tobback. Témoignages de délégués sur leur lutte contre le démantèlement du droit de grève et contre les licenciements.

14h45 - 15h



Au Café syndical, nous discuterons sur le précédent mouvement national de lutte contre la politique d'austérité (photo 93) et sur notre préparation pour le prochain mouvement.

Intermède musical.

15h - 15h45

Combattre le fascisme. Les nouveaux plans gouvernementaux pousseront encore plus de travailleurs dans la misère, dont l'extrême droite et le fascisme pourront tirer profit.

Combattre le fascisme à partir du syndicat, dans l'entreprise, devient une priorité importante.

Avec des orateurs d'Objectif. Des délégués témoignent de leur lutte contre le fascisme dans leur entreprise et dans le syndicat.

15h45 - 16h

Intermède musical.

16h - 16h45

La lutte pour l'emploi et des conditions de travail humaines. Au nom de l'emploi, Dehaene veut encore augmenter et généraliser la flexibilité et les emplois de seconde zone. Avec ce nouveau plan, les conditions de travail empireront encore. Témoignages de délégués dans la lutte pour de meilleures conditions de travail.

16h45 - 17h

Intermède musical.

17h - 17h45

Comment préparer la lutte contre le nouveau Plan global ?

Des délégués font le bilan de la lutte contre le Plan global de 93. Comment mieux s'y prendre la prochaine fois ? Des délégués témoignent de la nécessité de mobiliser les travailleurs pour une alternative crédible. Présentation de l'alternative du PTB.

17h45 - 18h

Clôture musicale.



Soutien électoral :

13 personnes donnent 17.000 francs

Johnny Coopmans

Des sympathisants et des personnalités locales me connaissent depuis longtemps. Ils disent: «il ne vient jamais par hasard, il a toujours des choses à demander». Effectivement, lorsque je vais voir les gens, j'ai toujours "un ordre du jour" précis en tête. Au cours des années, j'ai établi de nombreux contacts. Ces visites me permettaient d'une part d'être informé de leurs projets de lutte, mais aussi de leur proposer des brochures et des livres. Lors de la campagne électorale, j'ai présenté le projet de la liste PTB-UA, une initiative urgente face à la montée du fascisme. Et je me suis décidé à demander aussi de l'argent pour financer ce projet. Le parti a acquis une autorité certaine à travers sa participation à Objectif 479.917, la lutte contre la guerre faite à l'Irak, ses analyses des

plans gouvernementaux, son implantation dans les usines et services publics les plus importants du pays. Le projet d'Unité antifasciste plaçait les sympathisants devant leurs responsabilités. Abonnés pour la plupart, ils relèvent la qualité de Solidaire et ils savent que cela demande le travail de centaines de camarades, des infrastructures techniques, des antennes locales, etc. Pour leur demander de l'argent, il faut franchir une étape, celle de la confiance en eux et de la fierté pour les réalisations de notre Parti. Voici comment j'ai franchi cette étape avec un syndicaliste FGTB. Je lui proposais de signer l'appel pour la liste PTB-UA et de nous soutenir financièrement. C'est alors qu'il m'explique la répression dont il est victime de la part du PS. Le PS a l'intention de museler les militants syndicaux pour faire passer le Plan global bis. Et je

me dis d'abord : Il ne voudra jamais, dans ces conditions, signer l'appel ! Mais je me ressaisis : Alors je viens au bon moment pour te demander de

soutenir la liste PTB-UA, selon tes moyens. La réponse fut claire et nette : «bien sûr, crois-tu que je vais me laisser faire comme cela ?»

Un voyage en Algérie ?

Nous avons reçu des invitations à participer au troisième Festival des Arts Traditionnels et Populaires de la Jeune Fille, qui se tient du 3 au 9 juillet, dans l'extrême sud algérien, à Tamanrasset. Le festival est organisé par le Bureau National de la Jeune Fille, en collaboration avec l'Union Nationale de la Jeunesse Algérienne. Ce voyage nous permettra d'établir des contacts avec des jeunes qui luttent contre l'intégrisme,

ce fléau fasciste qui détruit l'Algérie.

Et surtout de témoigner de la résistance populaire à notre retour. Le festival aura lieu dans une des régions les plus fabuleuses du monde, en plein cœur du Sahara. Le transport se fera en avion par Air Algérie, à un tarif réduit.

Il reste quelques places. Si vous êtes intéressé, contactez Maggy Doumen au 02/ 513.77.60.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abrégier les lettres.

Bientôt, des perquisitions du CPAS ?

La semaine passée, j'ai pu rendre compte personnellement du virage à droite du Conseil du CPAS. En tant qu'isolée, en mauvaise santé et trop âgée pour encore travailler, je "bénéficie" d'une allocation mensuelle de 20.103 F. Survivre avec cette somme est un souci quotidien. Mais à présent, le Conseil a décidé d'augmenter le nombre de contrôles. C'est ainsi que, malgré mon refus explicite, j'ai reçu la visite d'une assistante sociale. Bien que ce ne soit pas légal, elle avait reçu pour mission de venir voir "comment je vivais". Cette violation de ma vie privée n'avait pas l'air de la déranger. Elle a bien regardé partout pour voir ce que j'avais dans ma maison. Ensuite, elle m'a posé un tas de questions sur mes relations éventuelles, si j'avais envie de chercher un homme et ce que je faisais pour cela. Elle m'a encore interrogé sur mes liens avec mes enfants, s'ils ne viendraient pas vivre avec moi. J'étais furieuse mais impuissante. Dois-je maintenant rendre des comptes sur ma manière de dépenser l'argent auquel j'ai droit ? Va-t-on aussi demander à quelqu'un qui gagne des millions s'il dépense son argent correctement ? Lui demande-t-on avec qui il a couché ? Où est donc cette prétendue liberté dans notre pays ? Ou existe-t-elle seulement pour les nantis ? Je vis toujours dans l'angoisse du jour où on me refusera mes allocations. A l'occasion des élections présidentielles en France, j'ai vu des gens riches danser de joie dans les quartiers chics de Paris. Tout cela parce que Chirac avait dit qu'il allait supprimer toutes ces allocations. A cette vue, j'ai senti la peur, mais aussi la colère. « Ces gens n'ont qu'à tirer leur

plan », disaient-ils. « Nous en avons assez de toujours payer pour ces allocations. » Que va-t-il advenir avec le nouveau gouvernement en Belgique ? Serais-je bientôt contrainte d'aller chercher ma nourriture dans les poubelles des riches ? Me faudra-t-il faire la file devant l'une ou l'autre association de charité pour un colis de survie ? Le CPAS ne serait-il donc pas là pour garantir aux hommes une vie digne ?

Une minimexée scandalisée

Nouvel abonné à Caterpillar

Au cours d'une enquête chez un ouvrier de Caterpillar, nous discutons quelques minutes sur la situation dans l'entreprise. Il n'est pas content du tout de la proposition patronale du 23 mai : « C'est de la provocation. Il faut réagir tout de suite. Le patron a fait cette proposition parce qu'il se sent encore plus fort avec le résultat des élections parlementaires. Comment est-il possible que les gens aient revoté pour les mêmes ? »

Ce camarade achète assez régulièrement le journal. Il avait toujours refusé l'abonnement et ce n'est pas faute de le lui avoir proposé. Peu importé. Dans notre discussion, je prends le Solidaire n° 21 et nous lisons ensemble quelques passages de l'article de Kris Merckx, "La bourgeoisie s'est mobilisée pour sauver les socialistes". Il est d'accord avec le contenu et ajoute : « J'ai lu un long article dans le journal sur le fascisme. C'est formidable comme analyse. » Je lui demande : « C'est le discours prononcé le 1er mai par Ludo Martens ? » « Oui, c'est formidable. J'ai appris des choses dans ce discours. Les huit routes qui mènent au fascisme, on ne s'en rend pas compte et pourtant c'est bien vrai. Dans ce système, on va vers la guerre. Avec le capitalisme, il n'y a pas d'avenir pour nous. J'ai gardé ce journal, c'est un document important, je vais le relire. Et maintenant, je prends un abonnement

afin de recevoir chaque semaine le journal. »

A.S.
Charleroi

La lutte des étudiants est internationale

Nous sommes le Centre Communiste O. A. Romero, de Nandaime, région de Granada. Les jeunes préparent une lutte pour un enseignement démocratique et de qualité. Nous avons lu dans Solidaire du 19 avril et du 1er mai comment les jeunes bougent en Belgique. Nous aimerions avoir par courrier électronique le texte de la plate-forme de combat et tout autre texte pouvant nous aider dans notre lutte. Nous aimerions avoir une communication constante avec vous, surtout au niveau de la lutte des jeunes.

S.G. directeur
Centro Comunitario Oscar Arnulfo Romero
Nandaime, Nicaragua

Soutien à Joseph Hick

Lettre ouverte à l'attention des autorités ecclésiastiques et des hommes politiques chrétiens. Depuis maintenant neuf ans, Monsieur Joseph Hick, enseignant licencié, se bat de toutes ses forces pour obtenir la création d'une Chambre de recours. En dehors de toute considération sur le fond de l'affaire, pourquoi, après 9 ans, cette Chambre n'est-elle toujours pas constituée alors qu'elle est prévue par la loi ? Monsieur Hick a dû recommencer une 4ème grève de la faim en vue de l'obtenir et il en est aujourd'hui à son 28ème jour... Combien de temps faudra-t-il encore pour que l'Eglise et les Pouvoirs publics installent enfin cette Chambre afin qu'il puisse exercer son recours disciplinaire ? Ce qui importe à Monsieur Hick, n'est pas tellement les questions d'argent, mais sa dignité

d'homme et d'enseignant pour laquelle, j'en suis convaincu, il se battra avec détermination jusqu'au bout. Personnellement, je reconnais en cet homme quelqu'un qui ne fait que demander ce qui est juste : pour l'obtenir, il attire l'attention de l'opinion publique sur la situation dans laquelle il a été placé, il le fait exclusivement de manière non violente, ce qui est tout à son honneur et en cohérence profonde avec le message évangélique. Et justement, j'ose m'adresser à vous en tant qu'homme chrétien écrivant à un autre homme chrétien. Permettez-moi de croire à une Eglise qui donne une autre image d'elle-même que celle d'un "appareil" qui chercherait à préserver Vérité et Pouvoir : mais plutôt, l'image

d'une Eglise constituée de "pierres vivantes", c'est-à-dire nous-mêmes lorsque, malgré nos limites, nous sommes à l'écoute de ceux qui sont en difficulté et nous lançons des appels. Joseph Hick est du nombre de ces derniers : moi-même, au nom de l'Evangile, je ne peux le laisser tomber ! Et vous-même qui faites aussi partie de cette Eglise qui s'affiche pour les droits de l'homme, vous pouvez agir concrètement afin que cette situation intolérable, totalement indigne d'une démocratie, se débloque ! Si nous croyons vraiment en "l'Evangile de la Vie", je dirai qu'il y a urgence : la vie d'un homme est en jeu.

Jean-Claude Deblander
Bruxelles

Aube nouvelle sur le Rwanda

Les matraques battaient la mesure
Les machettes se faisaient de plus en plus dures
Et les visages se fermaient, douloureux.

Les corps, ossements démantelés
Au regard, froid, immobilisé
Gémissements sous la pluie sanguinaire

Les vêtements déchirés
Le maigre coeur s'offrant à la mort
Les yeux de ce corps me regardent

Prisonnier de l'erreur
Exploité, méprisé, humilié dans sa splendeur
Seul les autres hurlements s'allient à sa douleur

Les bourreaux achèvent leur sale besogne
Un reste de souffle, et les revoilà qui cognent
Il attend sa délivrance

Seul, il a si froid
Les êtres qu'il aime, tous massacrés
Son âme se dérobe, il lit mes larmes d'effroi

Ce regard suppliant comme une prière
Se demande encore pourquoi une telle haine
Et furtivement s'envole vers les vastes plaines
où jadis un même amour coulait dans toutes les veines.

Non pour lui pour eux tu ne mourras pas
Tu grandiras et la terre racontera
De tes cendres dispersées tu revivras
Et ensemble nous cueillerons tes premiers fruits de justice

Marie-Jeanne
Charleroi

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du "droit d'ingérence". En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keikesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleiestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 37, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Naamestraat 178 boîte 4, 3000 Louvain (016)23 94 30 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31
Rédacteur en chef: Kris Merckx
Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21
Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14
* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Bute-la, crie le gendarme, bute-la !

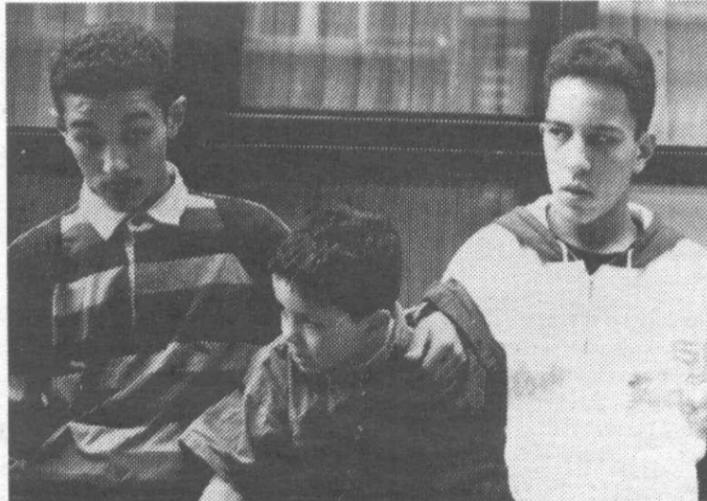
Un banal contrôle d'identité tourne au cauchemar pour une famille des Marolles

Deux jeunes de 16 et 17 ans rentrent chez eux, le 31 mai, dans le quartier populaire des Marolles, au pied du Palais de Justice, à Bruxelles. Il est environ 22 heures. Une patrouille de gendarmerie passe par là et le cauchemar commence.

Sophia El Ouadafi

Abderrahmane (16 ans) et Abdelmajid (17 ans) présentent leurs papiers d'identité aux deux gendarmes, puis rentrent chez eux. Devant leur maison, ils retrouvent leur frère Milud qui revient de son entraînement de musculation. Ils se dirigent vers lui pour l'aider à porter son sac. Ils rentrent chez eux, mais en refermant la porte, Abdelmajid remarque la voiture des mêmes gendarmes. Les gendarmes bondissent hors de la voiture et assaillent les trois jeunes de coups de matraque. Ils exigent de voir ce qu'il y a dans le sac. Ne comprenant pas le pourquoi d'une telle violence, les trois frères refusent d'obéir. Abderrahmane proteste mais un des gendarmes répond : «Nous, sommes dans notre pays ici, cette maison se trouve dans notre pays, on y entre

si on veut ! Sales bougnoules !». «Malgré toutes les brimades que la police nous fait subir, il aurait suffi que les gendarmes nous demandent gentiment ce qu'il y avait dans le sac et nous leur aurions montré», nous explique Milud par la suite. «Il n'y avait que mes affaires de sport». Révoltés, Milud et Abderrahmane essaient de pousser les gendarmes hors de leur maison. Voyant que leur intervention musclée n'a pas obtenu les résultats escomptés, les gendarmes battent en retraite. Abderrahmane accompagne Abdelmajid ensanglanté à l'hôpital Saint-Pierre. Alors qu'ils n'ont pas encore quitté leur rue, les deux jeunes sont encerclés par d'autres gendarmes appelés en renfort. Abdelmajid est saisi par les cheveux alors qu'il saigne abondamment de la tête. Une voisine témoigne : «J'ai vu la



Abderrahmane et Abdelmajid, mineurs d'âge, ont été détenus, tabassés et humiliés pendant 13 heures par la gendarmerie.

mère, pieds nus, qui essayait de s'interposer entre son fils ensanglanté et les gendarmes, mais ceux-ci n'en avaient rien à foutre et la repoussaient très violemment». Même après avoir mis les menottes aux deux jeunes, ils continuent à les frapper : «Ils avaient tellement bien serré les menottes que les mains des petits sont devenues toutes bleues».

Encore frappés sur le chemin de l'hôpital

Arrivés au poste de gendarmerie, les deux jeunes sont obligés de se déshabiller. Pendant la fouille, les gendarmes déchirent délibérément leurs vêtements. Abdelmajid reste sans soins. Il ne sera conduit à l'hôpital qu'à deux heures du matin, malgré l'insistance d'un médecin qui l'avait examiné beaucoup plus tôt. Ses deux frères, mineurs, ont été mis au cachot

pendant 13 heures.

Le lendemain vers 17 heures, les gendarmes reviennent perquisitionner la maison. Rachida, la soeur, qui se trouve devant la porte en train de discuter avec une voisine, est violemment prise à partie et frappée par des gendarmes en civil. Prise de panique, elle se met à crier, à appeler ses frères. Un des policiers en civil sort son arme et lui crie de se taire; un autre encourage son collègue : «Bute-la, bute-la !» Le grand frère de Rachida accourt. Dans l'escalier, il tombe sur un groupe de gendarmes qui le menacent immédiatement d'un pistolet. Deux des gendarmes le font délibérément tomber dans les escaliers. Résultat : une jambe cassée.

Après la perquisition, 40.000 frs ont disparu

Ensuite, à une vingtaine, les gendarmes envahissent la maison,

extrêmement agressifs, guettant la moindre réaction des habitants pour les frapper de plus belle. Ils fouillent partout, sortent tout ce qui se trouve dans les armoires, sans motif apparent. Omar et Rachida sont présents lors de la fouille de la chambre des petits frères. A un moment, un des gendarmes essaie de dissimuler un petit sachet en plastique au-dessus d'une armoire. Rachida réussit à déjouer la manoeuvre.

Le soir même, la mère découvre que l'argent que son mari vient d'aller chercher à la banque (40.000 F), destiné à l'achat des billets pour se rendre au Maroc et à celui de deux bracelets en or, a disparu.

L'un des frères nous raconte : «La police croit de plus en plus qu'elle peut tout faire avec les "frisés". Nous avons juste le droit de fermer notre gueule. Pour eux, il faut d'abord frapper l'Arabe, le Noir ou le Turc, ensuite lui parler... Quand on n'a pas de droit, c'est logique que ça se passe comme ça. Ils savent que la loi est toujours de leur côté; les policiers qui tuent ne sont jamais condamnés, alors pourquoi hésiter. Ils ont le droit de tuer. Moi, j'en ai marre. Je ne supporte plus d'être contrôlé comme ça. Tu ne fais rien, tu te promènes, tu as envie d'avoir la paix et la police vient tout gâcher. C'est normal que les jeunes se révoltent un jour».

Après avoir essayé, sans succès, de porter plainte auprès de la gendarmerie pour coups et blessures, Omar est venu à la Clé, le Centre de lutte pour l'égalité où la Ligne d'alarme tient sa permanence. Suite à cette démarche, une plainte va être déposée auprès du procureur du roi.

Ligne d'alarme

Vous avez été témoin ou victime d'une agression policière ? Vous désirez être tenu au courant de la date de l'audience du procès ? Vous désirez avoir plus d'information sur les activités de la Ligne d'alarme ? Vous souhaitez soutenir financièrement celle-ci pour assurer la défense des jeunes agressés

par la police ? Vous désirez devenir membre de la Ligne d'alarme, participer à une chaîne de solidarité en cas de violence raciste ? Ecrivez-nous, téléphonez-nous.

Chaussée de Haecht, 276, 1030 Bruxelles (Schaerbeek). Tél. : (02) 245.83.72.

Des Anglais rebaptisés arabes

La Nouvelle Gazette incite à la haine raciste

Myriam Dely

Trois Anglais ont été arrêtés pour trafic de drogue à Marchienne-au-Pont, le week-end des 10 et 11 juin. La gendarmerie a découvert un dépôt de haschich dans une miroiterie désaffectée de la rue de Châtelet. Le lundi, La Nouvelle Gazette en fait sa «une» et illustre l'info non par une photo du Big Ben ou du Tower Bridge de Londres... mais d'une mosquée ! Explication : le dépôt se trouvait «à deux pas de la mosquée» ! Le quotidien titre «Marchienne Connection», comme si les trafiquants étaient issus de Marchienne où vivent beaucoup d'immigrés turcs et arabes. C'est pousser le lecteur à établir la relation drogue-musulmans-immigrés. En page 3, le même amalgame continue. Un habitant de la rue de Châtelet : «Bien sûr, dans le quartier, il y a beaucoup de va-et-vient et du

trafic, avec la mosquée notamment.» Quel trafic ? De la circulation ? De la drogue ? «Moi-même, (...) j'ai été victime d'une agression, un soir.» Message : méfiez-vous des gens qui vont à la mosquée. Plusieurs personnes protestent auprès de La Nouvelle Gazette. Le lendemain, le rédacteur en chef, Benoît Degardin répond : «Ceux qui consciemment ou non intentent de tels procès à la presse ne font que mettre le doigt sur le malaise dont souffrent certaines communautés d'immigrés qui habitent dans nos grandes agglomérations : c'est le fait d'abriter malgré elles un certain nombre de délinquants particulièrement actifs. Ces communautés et ceux qui les aident (devraient avoir) le courage de faire le ménage quand il le faut plutôt que de crier à l'amalgame là où il n'en est pas question.» Ces propos sont une incitation directe à la haine



fasciste, aux déportations d'immigrés. Objectif 479.917 a envoyé une

lettre de protestation à La Nouvelle Gazette. La FGTB, le Centre immigration de Charleroi et le

Centre pour l'égalité des chances ont porté plainte. Le PTB soutient ces actions.